

L'équilibre

- Rapport d'activités 2013 -



Bamako, septembre 2014

Avant propos



Si j'étais grand, je serais moins visible

A la fin du vingtième siècle, les 200 personnes les plus riches du monde avaient autant de fortune que les 3 milliards de personnes les plus pauvres de ce même monde. Le plateau pourrait être encore plus déséquilibré aujourd'hui. La balance reste à l'équilibre, seulement un des plateaux est plus encombré que l'autre, plus diversifié que l'autre, etc. Des statistiques récentes témoignent que 2% des plus riches du monde possèdent la moitié du patrimoine mondial. Toute l'Afrique possède 1% de ce patrimoine mondial contre le tiers à l'Amérique du Nord et presque autant à l'Europe. Les 10% les plus pauvres du monde sont ceux qui n'ont pas 200 dollars de patrimoine individuel.

Que signifie finalement tout cela? Ce sont les propos d'un ensemble d'indicateurs ou d'indices ou de mesures des inégalités. Ces mesures peuvent être établies à l'échelle du monde comme dans chaque pays voire au niveau subnational. Les économistes ont fini de calculer Gini, Palma, Hoover, Theil et autre 20/20, 10/40 ou 80/20, pardon 82/18, etc. Tous ces esprits éclairés ont permis de chiffrer l'écart entre la réalité et l'idéal d'égalité entre les humains. Cet idéal voudrait que chaque humain ait autant que tout autre humain. Or il y a des humains qui ont autant que des millions d'autres humains réunis. Qu'est-ce qu'on obtient ainsi, le fossé entre l'inégale répartition des avoirs et l'égalité entre frères, la proportion de revenu qui doit être redistribuée pour l'atteinte de l'égalité parfaite qui malheureusement ne figure pas parmi les objectifs du millénaire pour le développement.

Toutes ces mesures sont jugées crédibles, robustes même pour comprendre le déséquilibre de notre monde ou plutôt l'inégale distribution de richesses de notre monde, pays par pays, continent par continent, groupe de pays par groupe de pays, à l'échelle de la planète. Elles sont robustes selon les économistes parce qu'elles sont anonymes en ce sens que personne en particulier n'est épinglé, pas de coupable, ni victime, juste des êtres inégaux, voilà qui est équitable. Elles sont robustes parce que indépendantes de la taille de la population et de l'échelle de mesure des avoirs. Si vous donnez autant d'argent à des gens qui sont inégaux, comment pouvez-vous vous attendre à ce qu'ils deviennent égaux.

Un monde trop inégal, avec d'un côté l'abondance et le progrès et de l'autre la pénurie et l'arriération, ne peut être juste. Il n'est équilibré qu'en contrepartie de l'excès et l'arrogance d'un côté et de l'autre le complexe d'infériorité et la soumission. Dans un système aussi inégal, la pensée dominante ne peut pas être une critique des inégalités mais au contraire leur apologie. Un tel système, pour survivre, a besoin d'exalter les privilèges de la fortune au détriment de l'effort. Cela peut être poussé jusqu'à exalter le gain facile, ce qui pervertit non pas seulement des valeurs d'une société mais même l'exaltation de la réussite par la fortune dont on suppose qu'elle résulte de l'effort. Exalter le gain facile c'est moquer l'effort, célébrer l'oisiveté et finalement provoquer la ruine de la société.

Des économistes voire des historiens nous expliquent que la concentration de richesse a été une condition du développement avec des riches seuls capables d'avoir suffisamment de ressources à investir dans des projets d'envergure. Ce dogme est aujourd'hui plus un héritage qu'une nécessité tellement la production de richesse est abondante, démocratique même, à telle enseigne que ce qui est désormais à l'ordre du jour c'est l'enrichissement des ménages, et non leur appauvrissement continu par les impôts et taxes, comme moteur de l'économie,

moteur alimenté par l'investissement net des entreprises. Ne substituez pas à cela le déficit des Etats.

Certes il y a de l'inégalité, mais le monde est en équilibre, certes précaire mais il semble tenir. Pourtant, il y a déséquilibre dans le jeu, entre grands et petits, entre puissants et faibles, entre riches et pauvres. Les deux plateaux de la même balance en équilibre sont traités différemment comme s'ils n'avaient pas égal poids. Le jeu d'acteurs est empreint d'égoïsme, d'absence de coopération au sens de Nash. Le comportement des grands serait conforme à l'équilibre de Nash s'ils ne jouaient, comme un bloc compact, que contre les petits, un autre bloc compact, chacun sortant le meilleur jeu possible en fonction des jeux de l'autre. Dans la réalité, ils jouent les uns contre les autres, à l'extérieur comme à l'intérieur de chaque bloc qui n'est finalement bloc que par commodité de langage. Le puissant lion organise le combat dans la tanière entre confrères, organise le combat entre les autres animaux de la brousse, organise le combat entre la tanière et le reste de la brousse. Tous ces combats sont exaltés pour qu'on ne voit les griffes de personne, juste le méchant contre le bon, le mal contre le bien, la liberté contre l'esclavage, l'ignorance contre l'illumination, la superstition contre la science.

Le déséquilibre du monde est multiforme. Il est politique où des idéalistes sont heurtés par des va-t-en guerres. Il est social dès lors qu'il combine misère et opulence. Il est financier avec la dette des pauvres face à la bourse des valeurs. Il est également économique, militaire, sécuritaire, culturel, etc. Le monde met ensemble ou oppose crieurs publics et Internet, tranchées et satellites, lance-pierres et porte-avions. La pensée est dominée par l'omniprésence des grands et de leurs représentants. Ils sont visibles, trop visibles. Il en va ainsi parce qu'ils ont l'argent et le pouvoir et même le savoir, grâce au cognitariat aussi prolétarisé que l'ouvrier du 1^{er} mai. La visibilité est sélective, un acheteur voire un pilleur d'or plus que son vendeur ou son possesseur même pas élevé au rang de propriétaire, la Banque mondiale plus que l'Etat, l'armée plus que les militaires, la banque plus que la monnaie, l'impôt plus que le contribuable.

Quand on vend de l'or, il n'y a pas de caméra. Quand on construit une maternelle sur le site villageois de l'extraction aurifère, sa remise de clé est sur le canal mondial car c'est un grand qui fait œuvre de bienfaisance et cela doit se savoir. Et comme l'autre versant de la transaction a été caché, la construction peut naturellement être présentée comme un cadeau, du gratuit, un geste de compassion face à la souffrance humaine sans intérêt matériel, sans arrière pensée, juste de la bonté de cœur, de l'altruisme. De la même manière, il y a de la publicité sur l'emprunt mais un noir sur l'écran au moment du remboursement. Voilà comment sont fabriqués et plébiscités des philanthropes, de généreux donateurs ou secouristes, alors même que le plateau commercial est resté béatement déséquilibré en faveur du grand, du prêteur. Que d'inégalité là encore et même pas mesurée.

On nous montre et on nous dit qu'on n'est rien dans le monde, qu'on est insignifiant dans les échanges mondiaux, dans la mondialisation. Dans le langage des économistes on n'est qu'un atome dans un monde de concurrence pure et parfaite. On oublie malicieusement d'ajouter que bien que n'étant rien dans la division internationale du travail, on est tout de même indispensable pour faire du monde un tout, indispensable aux échanges, à la globalisation. Chaque atome n'est certes rien au corps mais reste indispensable pour constituer le corps entier. La dialectique fait de nous une nécessité pour leur grandeur. Notre poids dans l'économie mondiale est limité par le cours mondial de nos produits bruts mais ce cours n'est pas limité par la valeur de notre effort ou de notre droit de propriété. Que la distribution change un tant soit peu et tout le monde recouvrera les qualités humaines de la grandeur.



François Koné, Responsable DEF



Wélé Fatoumata Sow, Responsable DIC



Boubacar Bougoudogo, Responsable DER



Moussa Coulibaly, Responsable DAF



Wélé Badiégué Diallo, comptable



Djénéba Diarra, assistante de recherche



Pr. Massa Coulibaly, Directeur exécutif

Table des matières

Résumé exécutif	1
1. Etudes et recherche.....	4
1.1. Démocratie et Gouvernance	4
1.2. Evaluation.....	9
1.3. Population et santé	14
1.4. Du genre	18
1.5. Offres diverses d'études et de recherche	22
2. Enquêtes	29
3. Formation et renforcement des capacités	31
3.1. Ateliers de formation.....	31
3.2. Renforcement de capacités.....	32
4. Communication et information	35
5. Publications	39
5.1. Les Great_Cahiers	39
5.2. Le Great_Savoir	39
5.3. Base de connaissances.....	41
6. Partenariat.....	42
6.1. Institutions de recherche.....	42
6.2. Administration publique.....	42
6.3. Société civile	43
6.4. Partenaires techniques et financiers	43
7. Fonctionnement institutionnel.....	44
7.1. Programmation et responsabilisation des activités.....	44
7.2. Réunions statutaires.....	44
8. Suivi budgétaire.....	45
8.1. Système de gestion	45
8.2. Structure des dépenses	45
8.3. Sources de financement.....	46
9. Programme d'activités 2014	47
Conclusions	50

Résumé exécutif

Ce rapport donne un aperçu des activités menées par GREAT au cours de l'année 2013 aux titres des études et recherche, des enquêtes, de la formation et du renforcement des capacités, de la communication et de l'information, des publications, du partenariat, du fonctionnement institutionnel et du suivi budgétaire. Il fait aussi une programmation sommaire des activités de l'année 2014.

Les activités d'études et recherche et d'enquêtes ont tourné autour de 5 thématiques principales que sont Démocratie et gouvernance, Evaluation, Population et santé, Genre, Offre diverses d'études et de recherche. Les activités rapportées se présentent comme suit:

- 4 travaux de recherche
 - ✓ Problématique de l'emploi des jeunes
 - ✓ Programme de transition fiscale
 - ✓ La démocratie à l'épreuve de la crise
 - ✓ Démocratie et participation citoyenne
- 5 études spécifiques au compte de partenaires externes
 - ✓ Conflits et gouvernance de la sécurité
 - ✓ Etude Trac d'évaluation des campagnes pour la lutte contre l'excision des petites filles chez les femmes âgées de 15-49 ans et hommes âgés de 15-56 ans dans la région de Koulikoro au Mali
 - ✓ Construction de plaquettes socio-ethniques avec les données du RGPH-2009
 - ✓ Etude TRaC sur l'utilisation des médicaments antipaludiques par les femmes en charges des enfants de moins de 5 ans ayant le paludisme dans la région de Ségou
 - ✓ Enquête de satisfaction des clientes auprès des prestataires de services PF dans les CSCOM et cliniques de Bamako.
- 4 enquêtes de terrain
 - ✓ Enquête auprès des chefs d'entreprises pour le Rapport sur la compétitivité globale
 - ✓ Enquête Afrobaromètre 5.5
 - ✓ Enquête d'évaluation pour l'assainissement total piloté par les communautés du Mali dans la région de Koulikoro.
 - ✓ Enquête d'évaluation des campagnes pour la lutte contre l'excision des petites filles chez les femmes âgées de 15-49 ans et les hommes âgés de 15-56 ans dans la région de Koulikoro au Mali
- 3 missions d'évaluation
 - ✓ Mission d'évaluation de la transparence des finances publiques et de la participation citoyenne en RDC
 - ✓ Atelier d'évaluation des activités du round 5 d'Afrobaromètre
 - ✓ Mission du CREAM à Madagascar au compte de ACBF
- 9 offres d'études et de recherche
 - ✓ Augmenter la performance du modèle de prévision du cadre budgétaire à moyen terme
 - ✓ Etude diagnostique de la préparation d'un projet WASH dans les communes I, III et V du district de Bamako
 - ✓ Identification et analyse de 10 filières agricoles prioritaires et le secteur privé à Sikasso
 - ✓ Elaboration d'un Indice de bien-être communal à partir des données RGPH 2009

- ✓ Travail de terrain et conception d'une enquête à l'appui d'une étude sur la gouvernance locale et la présence de l'Etat dans les zones faiblement peuplées au Mali
- ✓ Evaluation de l'impact des programmes de construction des logements sociaux - Phase 1
- ✓ Etude de marché sur la mise en œuvre d'une campagne de WASH Marketing dans un contexte post-FDAL au sein des communautés ATPC du Mali
- ✓ Etude d'évaluation du DIU et des services de soins après avortement (SAA) dans les structures sanitaires publiques et communautaires du Mali
- ✓ Etude qualitative formative sur les complications liées à l'accouchement des femmes et leurs prises en charge au Mali.

En matière de formation et de renforcement de capacités, on distingue les ateliers de formation animés par GREAT et les ateliers de formation auxquels a participé le personnel de GREAT:

- 3 ateliers de formations animés par GREAT
 - ✓ Atelier de formation à la collecte de données Afrobaromètre au Sénégal
 - ✓ Atelier de formation à la collecte de données Afrobaromètre au Niger
 - ✓ Atelier de formation en analyse thématique de données sur SPSS et techniques de rédaction de rapports d'études, Bamako
- 4 formations suivies par le personnel de GREAT
 - ✓ Organisation pratique et qualité des jeux à l'ATPC 2
 - ✓ Modélisation en équilibre général calculable
 - ✓ Macroéconomie (Balance des paiements et situation monétaire)
 - ✓ Ecole d'été Afrobaromètre 2013

Les publications concernent les rapports de recherche, les Policy briefs et les bases de données à travers le site Internet (www.greatmali.net) au profit du réseau d'abonnés. Au total, ont été publiés 4 Great_Cahiers et 12 Great_Savoir. Par ailleurs, la mise à jour quotidienne de la Base de connaissance sur le site a continué tout au long de l'année.

Au titre de la communication et de l'information, de nombreuses activités de plaidoyer et de dissémination de résultats de recherche ont été menées:

- Atelier de dissémination des résultats Afrobaromètre à Bamako
- Atelier de dissémination des résultats Afrobaromètre à Ségou
- Atelier de dissémination des résultats Afrobaromètre à Sikasso
- Atelier de dissémination des résultats Afrobaromètre à Mopti
- Atelier de dissémination, à Ségou, des résultats de l'étude TRaC sur l'utilisation des médicaments antipaludiques par les femmes en charges des enfants de moins de 5 ans ayant le paludisme dans la région de Ségou.

Le renouveau et/ou la création de partenariats multiformes sont aussi soulignés dans ce rapport. Cela concerne:

- 4 institutions de recherche
- 5 structures de l'administration publique
- 4 organisations de la société civile
- 4 partenaires techniques et financiers.

Le fonctionnement institutionnel a consisté à la tenue de:

- 1 réunion du Conseil d'administration (rapport d'activité 2012, programme d'activité 2013, compte rendu processus de réforme institutionnelle, etc.)
- 6 réunions de personnel pour la coordination entre départements, la programmation et la répartition des tâches
- 6 ateliers résidentiels à Koulikoro.

La gestion administrative et financière traite:

- du système de gestion
- de la structure des dépenses
- des sources de financement.

A la fin du rapport, il est fourni une programmation sommaire des activités du prochain exercice tout en précisant pour chacune d'elles, la personne qui en sera responsable.

1. Etudes et recherche

1.1. Démocratie et Gouvernance

☞ La démocratie à l'épreuve de la crise



Le Mali a sans doute connu la plus grave crise de son histoire en 2012. Au-delà de la rébellion touarègue devenue cyclique, c'est l'existence même du Mali en tant qu'Etat qui a été menacée par le terrorisme islamique. Le cinquième round des enquêtes Afrobaromètre qui a coïncidé avec cette crise politico-sécuritaire, n'a pas pu, pour des raisons de sécurité évidentes, couvrir les 3 régions administratives du nord (Gao, Tombouctou et Kidal), mais il a offert une opportunité unique de recueillir les perceptions des maliens sur la crise, ses causes, conséquences et voies de sortie ainsi que ses éventuelles interrelations avec la démocratie et la gouvernance. L'analyse des résultats du traitement statistique des données recueillies auprès d'un échantillon représentatif de 1200 maliens âgés de 18

ans et plus, avec autant d'hommes que de femmes, montre le fossé entre la classe politique dirigeante et le peuple dans sa grande majorité. Si la classe politique semble s'accommoder d'une vision intrinsèque de la démocratie c'est à dire les élections et l'alternance au pouvoir, les citoyens ordinaires ne font pas de la démocratie une fin en soi mais un simple instrument pour satisfaire leurs besoins quotidiens.

La situation économique du pays est jugée globalement mauvaise par les citoyens qui ont manqué d'argent et de nourriture et qui s'attendent néanmoins à des lendemains meilleurs. La préférence pour la démocratie reste forte même si le fonctionnement de cette démocratie n'est pas jugé satisfaisant. La confiance aux politiques est faible et les dirigeants seraient responsables de la crise du fait de leur manque de patriotisme.

Problématique	<ul style="list-style-type: none">✓ En plus des thèmes habituels sur l'environnement social, politique et économique, le round 5 de l'enquête Afrobaromètre a permis de recueillir les perceptions des citoyens sur le sujet spécifique de la crise politico-sécuritaire.✓ Il a été notamment question de recueillir les points de vue des maliens sur les causes, les conséquences et les éventuelles voies de sortie de la crise.✓ Il s'agissait aussi de chercher à savoir si les perceptions des maliens sur la démocratie, la gouvernance et sur les divers autorités et acteurs politico-militaires ont changé à la suite de la crise.
Pertinence politique	Dans la conduite des affaires publiques, il est très important pour des autorités démocratiques de connaître l'avis des citoyens. Cela est particulièrement vrai en période de crise afin de mieux cerner les problèmes et d'y envisager des solutions de sortie de crises démocratiques et inclusives. La légitimité des décisions étatiques s'en trouve renforcée pour une plus grande stabilité.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none">✓ Massa Coulibaly (2009): La qualité de la démocratie et de la gouvernance au Mali: rapport d'enquête Afrobaromètre 2008 au Mali, GREAT Cahiers n°30, juillet-septembre✓ RITIMO (2010): Le Mali – Une démocratie en panne de son développement? Les touaregs, un peuple sans patrie, Ciip, juillet✓ 22 septembre (2012): Repères historiques / L'OCRS: Tentative de main mise française sur le Sahara, 22 mars
Méthodologie	La démarche méthodologique est celle du sondage d'opinion, sous forme d'interviews

	personnalisées sur la base d'un questionnaire, auprès d'un échantillon représentatif au niveau régional. Les données recueillies sont saisies sur CPRO avant de subir un traitement statistique sur les logiciels SPSS et Excel.
Données utilisées	Les données proviennent essentiellement des enquêtes Afrobaromètre (Rounds 5 et précédents)
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les citoyens ordinaires conçoivent la démocratie comme un simple moyen de satisfaire leurs besoins quotidiens. Peu de citoyens estiment que le Mali est une pleine démocratie et sont peu satisfaits de son fonctionnement. Il y a, cependant, un sentiment de libre expression se traduisant par une implication croissante dans les affaires publiques, depuis 2000. Seulement deux maliens sur cinq se sentent proches d'un quelconque parti politique. Ceci pourrait donc expliquer les faibles participations des maliens au processus électoral depuis l'instauration du multipartisme. ✓ Comme principale cause de la crise, les citoyens avancent en premier le manque de patriotisme des dirigeants (31%), suivi de loin par la faiblesse de l'Etat (17%). Comme voies de sortie de crise, le dialogue et la guerre sont les 2 premières propositions. Les analphabètes sont pacifistes et les instruits (supérieur) quelque peu va-t-en guerre.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'Etat doit travailler à redorer le blason des institutions démocratiques au près des citoyens qui ont de moins en moins confiance à ces institutions. ✓ Malgré les velléités guerrières de certaines couches sociales, le dialogue doit constituer la première option de voie de sortie de crise, si l'on veut prendre en compte le point des citoyens ordinaires

👉 Démocratie et participation citoyenne



Le Mali a entamé une transition démocratique en 1991 en instaurant le

multipartisme et la liberté de presse et d'association. Le pays s'est toutefois heurté à de nombreux problèmes, tant dans la mise en place concrète de la démocratie que dans l'adaptation de ce système politique à la gestion de l'Etat.

Depuis 2000, le Mali est impliqué dans les enquêtes Afrobaromètre et a participé à tous les 5 rounds, 2000, 2002, 2005, 2008 et 2012. Ce rapport rend compte de la perception populaire de la chose publique, en particulier des organisations de la société civile et des partis politiques au

cours de l'édition de 2012 qui n'a pu couvrir les trois régions du septentrion pour des raisons d'insécurité.

Plus d'une vingtaine d'années après l'avènement de la démocratie, les maliens n'approuvent pas la gestion du pays par un seul parti et ce aussi bien en milieu rural qu'urbain avec respectivement 78% et 74%. Cependant, ils ne sont que 58% à être favorables à la compétition entre partis politiques en vue du choix des dirigeants. Pire, les maliens sont défavorables à ce que les partis d'opposition examinent et critiquent régulièrement les politiques et actions du gouvernement (75%). Ces résultats se comprennent à la lumière de l'énorme attente de la démocratie dont les caractéristiques essentielles, aux yeux des citoyens, sont entre autres, la création d'emploi pour tous, l'ordre public, la fourniture des biens et services de première nécessité.

Problématique	Si l'ouverture démocratique en 1991 était brandie comme une panacée, au Mali on ne mesurait pas encore les défis que devait relever ce système de gouvernance notamment en termes de compréhension, d'adhésion et de participation des citoyens.
---------------	--

	Aussi les données d'enquêtes permettent-elles d'examiner la question de la démocratisation, de l'intérêt des citoyens à la chose publique et des perceptions de liberté d'expression, d'association, etc.
Pertinence politique	En principe, le citoyen est au début et à la fin de toutes politiques publiques d'un régime démocratique. La connaissance de la conception des citoyens, de leur degré de participation et d'intérêt pour la vie publique sont tout aussi importantes que l'acceptation de la démocratie comme mode de gouvernance. Avec l'instauration de la démocratie et du multipartisme depuis une vingtaine d'années, un état des lieux de ces aspects contribuerait à des politiques de participation citoyenne accrue en vue d'institutions démocratiques fortes pour un meilleur enracinement de la démocratie.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Camara Bakary (): Le processus démocratique au Mali depuis 1991- Entre fragmentation de l'espace politique et coalitions : Quels sont les impacts de la démocratisation sur la condition de vie des maliens ? ✓ CERDES (1995): Le processus démocratique malien de 1960 à nos jours, Bamako, Donniya ✓ GREAT (2003): Sondage sur la démocratie et le processus électoral au Mali, avril-juin ✓ Hurtig Serge (): Les partis politiques In: Revue française de science politique, 9e année, n°3, 1959. pp. 707-723. ✓ République du Mali (2000): Loi 00-045 du 07 juillet 2000 portant charte des partis politiques ✓ Sidibé Konimba (2004): Gouvernance, démocratie et lutte contre la pauvreté au Mali, résultats d'étude commanditée par la CEA
Méthodologie	La démarche méthodologique est celle du sondage d'opinion, sous forme d'interviews personnalisées sur la base d'un questionnaire, auprès d'un échantillon représentatif au niveau régional. Les données recueillies sont saisies sur CPRO avant de subir un traitement statistique sur les logiciels SPSS et Excel.
Données utilisées	Les données proviennent essentiellement des enquêtes Afrobaromètre (Rounds 5 et précédents)
Principaux résultats	<p>Les résultats ne montrent-ils pas certaines incohérences quand les maliens:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ rejettent (78% en milieu rural et 74% en milieu urbain) la gestion du pays par un seul parti ✓ sont seulement 58% favorables à la compétition entre partis politiques en vue du choix des dirigeants, ✓ sont pour le contrôle de l'action du Président de la république par le parlement, ✓ mais sont 75% à ne pas approuver l'examen et la critique réguliers des politiques et actions du gouvernement. <p>Aussi pourrait-on comprendre aisément ces résultats quand on sait que les citoyens attendent plutôt de la démocratie, la création d'emploi, l'ordre public, la fourniture des biens et services de première nécessité, bref la satisfaction de leurs besoins.</p> <p>Une grande proportion de maliens se retrouvent dans les associations ou groupes communautaires contrairement aux groupe religieux et les citoyens se sont davantage éloignés des partis politiques, de 58% de taux de proximité en 2000 à 41% en 2012. C'est dire que le multipartisme et les libertés civiles individuelles sont loin de satisfaire les maliens dans leur quête de démocratie.</p>
Recommandations	La légitimation de la démocratie, comme mode de gouvernance, passerait plutôt par la mise en œuvre de programmes de développement capables de satisfaire les besoins quotidiens des citoyens que par des élections, même libres et transparentes, assurant l'alternance politique



La gouvernance de la sécurité et les conflits constituent de nos jours un des défis majeurs du Mali confronté ces deux dernières décennies à une succession de rebellions, de coups d'Etat et autres luttes armées impliquant des groupes islamistes ou sécessionnistes. A tout cela s'ajoutent des activités criminelles récurrentes dont le trafic et la prolifération des armes légères, le trafic de drogue, le blanchiment d'argent et le terrorisme. Au-delà de la remise en cause de la sécurité intérieure, tous ces

événements impactent négativement sur le respect des droits humains et la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance.

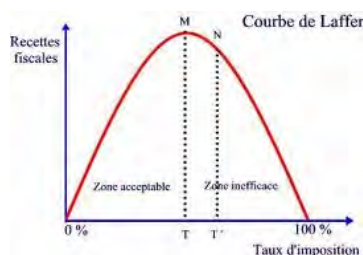
Autant une mauvaise gouvernance de la sécurité est porteuse de conflits, autant les conflits aggravent ou suscitent une mauvaise gouvernance. L'éclatement de conflits du fait de la mauvaise gouvernance de la sécurité amène à investiguer le fonctionnement réel de la démocratie au Mali, en s'appuyant par exemple sur l'exploitation des données Afrobaromètre des rounds de ce réseau d'enquêtes nationales sur la démocratie, la gouvernance et les réformes économiques. Ensuite, il amène à interroger la responsabilisation des forces armées et de sécurité autant nationales que régionales.

<p>Problématique</p>	<p>Le processus de démocratisation de la vie politique est en cours au Mali depuis déjà deux décennies. Il n'a toutefois pas encore produit une bonne gouvernance de la sécurité et de la justice en tout cas selon des normes acceptables aux plans des droits et libertés. Aussi, est-il sans cesse question de corruption, de délinquance financière, de détournement de deniers publics, de trahison, etc. De graves crises éclatent çà et là et de façon récurrente. Après la crise politico-sécuritaire de janvier 2012, une des plus graves de l'histoire du Mali, cette étude analyse les contextes sociopolitique, économique et réglementaire de la gouvernance de la sécurité au Mali et explore l'analyse des jeux d'acteurs dite MACTOR pour mesurer les rapports de force entre acteurs en étudiant leurs convergences et leurs divergences par rapport à des enjeux et objectifs de sécurité ou de stabilité du système.</p>
<p>Pertinence politique</p>	<p>La sécurité et la stabilité sont indispensables pour le développement d'un pays. Dans une crise avec autant d'acteurs, comme celle de janvier 2012, il est important de faire une analyse des interrelations entre les acteurs afin d'avoir une vision globale, comprendre les stratégies et objectifs de chacun. C'est à cette condition, agir en connaissance de cause, qu'on peut espérer une certaine efficacité des solutions envisagées par les pouvoirs publics. Il devient alors possible non seulement d'éclairer les jeux d'alliances et de conflits potentiels entre acteurs mais aussi de scruter les possibilités d'évolution de ces relations conflictuelles ou non. Ce qui fournit à chaque acteur y compris l'Etat une aide à la décision pour la mise en œuvre de sa politique d'alliances et de conflits dans la gestion de cette grave crise.</p>
<p>Revue de la littérature</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ André Bourgeot (2000): Sahara: Espace géostratégique et enjeux politiques (Niger), Autrepart (16), pp. 21-48 ✓ Mehdi Braham, Oumaya Abbes, Maroua Trabelsi, Mehdi Dahmen, Rania Nouaari (): Intelligence artificielle – Diagnostic par système expert, Modèle d'analyse d'acteurs MACTOR ✓ Alan Bryden, Boubacar N'Diaye et Funmi Olonisakin (2008): Gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest – Les défis à relever, Centre pour le contrôle démocratique des forces armées, Genève, juin

Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Commissariat général du plan (2004): Les méthodes des scénarios, outil d'une démarche prospective, les dossiers d'ALEPH, n° 1, 28 janvier ✓ Thomas Delavallade, Philippe Capet (2008): Evaluation des risques de crise, appliquée à la détection des conflits armés intra-étatiques, 16ème congrès de maîtrise des risques et de sûreté de fonctionnement – Avignon, 6-10 octobre – communication 7A-3 ✓ Philippe Hugon (2003): Les conflits armés en Afrique – Mythes et limites de l'analyse économique, Tiers-monde tome 44 n° 176, pp. 829-856 ✓ Modibo Kéïta (2002): La résolution du conflit touareg au Mali et au Niger, Note de recherche n°10, Groupe de recherche sur les interventions de paix dans les conflits intra-étatiques – GRIPCI, Chaire Raoul-Dandurand, juillet. <p>La démarche méthodologique est en 2 phases. L'analyse structurelle pour identifier les variables clés et les acteurs agissants puis l'analyse des jeux d'acteurs à l'aide du logiciel MACTOR, en termes de</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ dresser une liste exhaustive des acteurs ayant une influence effective ou potentielle sur l'évolution du système (acteurs moteurs) et de ceux concernés par l'impact des évolutions (acteurs sensibles) ✓ collecter des informations sur ces acteurs y compris l'évolution de leur positionnement, des rapports de forces, leurs motivations et stratégies ✓ identifier les enjeux en termes de lieux de confrontation des objectifs et intérêts poursuivis par les acteurs ✓ restreindre la liste aux acteurs clés i.e. ceux "ayant un pouvoir d'influencer sur les autres"
Données utilisées	<p>Les données proviennent des enquêtes Afrobaromètre et de diverses sources de la revue de littérature.</p>
Principaux résultats	<p>Le rapport a retenu 14 acteurs principaux dont 8 internes et 6 externes pour sortir le pays du grave conflit dans lequel il est finalement plongé. Les premiers sont l'Etat (présidence et gouvernement de transition, surtout), la junte, les mouvements islamistes, les forces rebelles, les partis politiques (en deux groupes distincts) et la société civile (en deux groupes également). Les seconds comprennent la CEDEAO, l'ONU, la France, l'Algérie, la Mauritanie et le Qatar.</p> <p>Au regard des influences directes des acteurs les uns sur les autres, la France, l'ONU et la CEDEAO sont les acteurs dominants du système, l'ONU ne recevant presque aucune influence d'aucun autre acteur. Les acteurs autonomes sont l'Algérie, la Mauritanie et le Qatar. Tous les acteurs internes sont dépendants avec les mouvements islamistes et les partis politiques défavorables à la junte relativement plus influents que les autres.</p> <p>En incorporant les influences indirectes, les trois acteurs dominants le restent, mais la dominance de la France et de l'ONU devient encore plus nette. Par rapport aux enjeux, le seul objectif stratégique sur lequel il n'y a pas de divergence entre acteurs reste la relance économique, tandis que le "trafic" demeure l'objectif le plus conflictuel, objectif qui doit finalement être pour beaucoup dans l'avènement de la crise et dans le déclenchement du conflit armé.</p>
Recommandations	<p>Puisque les résultats de l'application de la méthodologie choisie dépendent de la qualité des données, il importe que celles-ci soient judicieusement collectées y compris à travers des entretiens qualitatifs auprès des acteurs.</p>

1.2. Evaluation

Programme de transition fiscale



Les APE (Accords de partenariat économique) entre l'Union européenne et les pays ACP ont provoqué un regain d'intérêt pour la question de la transition fiscale. Pour les pays UEMOA, le processus d'intégration communautaire en cours fait de cette question de transition fiscale un élément important des politiques publiques actuelles et futures des différents Etats concernés. Le désarmement tarifaire qu'engendre ce processus de négociations APE et de renforcement de l'Union douanière, en raison du principe de libre circulation intracommunautaire des biens, augmente les besoins de ressources publiques supplémentaires pour faire face à la demande sociale économique.

La transition fiscale qui suppose la baisse de la part des droits de porte dans les recettes fiscales totales et non la baisse des recettes douanières tout court, passe par une substitution progressive des recettes intérieures aux recettes douanières. Dans l'optique de l'intégration économique sous régionale, elle s'assimile à un passage des régimes fiscaux nationaux au régime fiscal sous-régional en construction, chaque pays devant prendre des dispositions nationales pour amorcer cette transition. La décision 10/2006/CM/UEMOA prévoit 4 domaines d'intervention dans le cadre des programmes de transition fiscale à mettre en place. Il s'agit :

- de la consolidation du marché commun
- du soutien à la croissance et au financement du développement
- de la mobilisation optimale des ressources fiscales et douanières
- du renforcement des capacités et synergie entre administrations fiscale et douanière.

Problématique	Cette étude cherchera à savoir si les recettes de porte sont en baisse et en quoi le seraient-elles et si non quelles peuvent en être les explications.
Pertinence politique	Pour que l'Etat puisse satisfaire la demande sociale et financer les nombreuses dépenses de transfert relatives à la santé (assurance maladie et assistance médicale etc.), à l'éducation, aux logements sociaux et à diverses formes de subventions, la transition fiscale doit tout au moins garder intactes les ressources sinon les augmenter, en % du PIB, et les stabiliser.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Salah Agueniou (2005): Fiscalité – Le rapport secret du FMI, Laviéco.com, 17 juin ✓ Jichen R. Andritzky (2011): Evaluating designs for a fiscal rule in Bulgaria, IMF Working paper WP/11/272, November 10 ✓ Gbewopo Attila, Gérard Chambas, Jean-Louis Combes (2009): Aide publique au développement et transition fiscale, Document de travail de la série Etudes et documents CERDI E 2009.01, février
Méthodologie	<p>La méthodologie a combiné:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ l'analyse documentaire pour décrire le contexte, les défis et le système fiscal malien ✓ l'analyse économétrique sur les données de recettes publiques de la période 1992-2010 pour évaluer le potentiel fiscal et l'effort fiscal.
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Dispositions législatives et réglementaires en matière de fiscalité ✓ Données de la DGB ✓ Données des impôts ✓ Rapports d'études et de recherche des potentiels partenaires techniques ✓ Documents divers

Principaux résultats	Il ressort que la structure des recettes fiscales est dominée par les impôts et taxes intérieurs sur biens et services et leur part est en augmentation par rapport aux autres impôts (42% en 1992-1996 et 61% en 2000-2002). En pourcentage du PIB, la part des impôts intérieurs est en légère augmentation depuis 2004 alors que celle des droits et taxes est restée constante. Cependant, l'inefficacité dans le prélèvement de l'impôt sur le bénéfice constitue un obstacle à l'augmentation des recettes intérieures.
Recommandations	L'effort fiscal est caractérisé par son niveau relativement élevé et son instabilité de sorte que les possibilités d'augmentation des recettes fiscales sont moindres. Néanmoins, des mesures d'accompagnement tendant, entre autres, à maîtriser les dépenses fiscales et les dépenses non sociales, à fiscaliser le secteur informel, à renforcer les capacités de l'administration fiscale et à étendre la TVA à tous les secteurs avec autorisation de la déduction de la TVA sur les consommations intermédiaires et l'élimination de la règle du butoir peuvent aider à améliorer la mobilisation des recettes et à consolider le processus de transition fiscale.

☞ **Mission d'évaluation de la transparence des finances publiques et de la participation citoyenne de la RDC**



La mission s'inscrit dans le cadre du projet conjoint IBP-CABRI d'évaluation des finances publiques des pays membres du réseau CABRI. En effet, lors de la 47^e Assemblée annuelle de la Banque africaine de développement (BAD) en 2012, les ministres des finances et les Gouverneurs des pays membres ont approuvé une déclaration politique sur la bonne gouvernance financière (BGF) publique. Pour mesurer le chemin parcouru, CABRI et IBP ont lancé un programme conjoint de

trois ans en vue de respecter les engagements pris pour améliorer la transparence des finances publiques. Dans ce cadre, le gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) a initié une revue par CABRI/IBP sur la transparence des finances publiques en RDC du 12 au 16 mars 2013. La mission, composée de Emilie Gay CABRI, Elena Mondo IBP, Boubacar Bougoudogo GREAT, Abraham Djamba Wa Sakho REGED, Sidiki Traoré MEF Mali, Germain Ngawen MEF RCA, Fiona Davies ODI et de Stéphane Mulinda ODI/COREF, a eu à rencontrer les services du ministère du plan, du ministère des finances, de l'Assemblée nationale et du Sénat, des bailleurs de fonds, des organisations de la société civile ainsi que la presse.

Problématique	L'évaluation visait à mesurer le niveau de progrès accomplis par la RDC en matière de transparence budgétaire depuis l'assemblée annuelle de la BAD de 2012 où les ministres des finances s'étaient engagés à assainir leur gestion des finances publiques.
Pertinence politique	La notion de transparence pouvant se définir comme l'accessibilité des informations budgétaires, permet de renforcer la démocratie (la mise en œuvre de la volonté du plus grand nombre dans le respect de certains standards juridiques). Le citoyen pourra donc se faire une opinion de la gestion publique tout en disposant des informations adéquates. Il faut noter que l'objectif premier de la transparence budgétaire est de permettre une gestion saine et efficace des deniers publics, d'où son utilisation comme instrument de renforcement de la démocratie. La logique de transparence s'inscrit dans une optique de soumission de l'exécutif à certaines obligations légales. De plus en plus des organisations de la société civile internationales et nationales se battent

	pour une plus grande redevabilité de l'exécutif vis-à-vis des citoyens.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rapport PEFA 2012 ✓ IBP (2013): Rapport Indice sur le budget ouvert 2012 ✓ DFID (2013): Programme de renforcement de la GFP et de la responsabilité financière ✓ Revue des sites Internet (Ministère du budget, Ministère du plan, Cour des comptes, Sénat, Banque mondiale)
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Entretiens divers ✓ Visites d'institutions nationales et de structures de recherche ✓ Analyse documentaire ✓ Rédaction de rapport
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Dispositions législatives et réglementaires organisant les missions des ministères ✓ Rapports d'entretiens ✓ Rapports d'études et de recherche sur les finances publiques en RDC ✓ Documents divers
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Un calendrier institutionnel théoriquement précis, mais non respecté qui ne favorise pas le processus participatif dans la préparation du budget ✓ Peu de respect des règles établies pour l'exécution des budgets malgré la mise en œuvre de manuels de procédures de qualité, et en particulier le non-respect des règles limitant le recours aux procédures exceptionnelles de dépenses ✓ Une transparence insuffisante au niveau de l'exécution du budget (statistiques financières) et au niveau des contrôles (rapports de vérification); ✓ Le manque de coordination des structures de contrôle interne et le manque de collaboration entre ces dernières et les structures de vérification externe ✓ La faiblesse des vérifications externes (Cour des comptes et Parlement) sur l'exécution des budgets.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcer l'accès du public aux informations par l'amélioration de la fonctionnalité des sites web du Ministère du budget, des finances et du plan ✓ Analyser le contenu actuel des documents clés par rapport aux standards d'exhaustivité exigés par l'IBP pour identifier comment les améliorer ✓ Renforcer le rôle de la société civile à tous les niveaux, dans la maîtrise de la législation financière, l'analyse budgétaire, l'exploitation des rapports, le contrôle, l'exécution, et l'évaluation ✓ Améliorer la compréhension commune de la transparence et de la participation ✓ Encourager la publication des documents budgétaires provinciaux et l'implication de la société civile dans le processus d'élaboration et de suivi du budget provincial et des services déconcentrés.

Atelier d'évaluation des activités du round 5 d'Afrobaromètre



L'atelier d'évaluation du Round 5 avait pour objectif de faire une analyse rétrospective de l'expérience du réseau Afrobaromètre pour apprendre sur les meilleures pratiques en vue d'être plus efficace dans l'avenir. Aussi, était prévu une planification du round 6 dans

certains pays. Après la présentation de nouveaux partenaires, 15 pays au total, le réseau couvre actuellement 35 pays (il était de 20 pendant le round 4). Cet atelier d'évaluation constitue une première dans l'histoire du réseau, puisque c'est la toute première fois que le réseau organise un atelier de clôture d'un round. Il avait l'expérience des planifications et lancement de nouveau round.

Pour évaluer les activités du round 5, les pays ont été répartis par zone géographique. Il s'agit u groupe 1 constitué des équipes de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest, du groupe 2

composé des équipes de l'Afrique du Sud et du groupe 3 constitué des pays francophones et de l'Afrique du Nord. En plus de faire un round dans certains pays (Zimbabwe, Mali et le Sud Soudan), il a été décidé de revoir la

stratégie de communication du réseau. Ainsi, il a été décidé de refaire le logo et de proposer des PowerPoint standards à tous les pays.

Problématique	<ul style="list-style-type: none"> Quels sont les niveaux d'avancement des pays membres du réseau? Quels sont les progrès accomplis par les équipes pays? Quelles sont les difficultés rencontrées par les pays membres du réseau? Quels changements à opérer pour une meilleure efficacité de l'accompagnement des pays membres?
Pertinence politique	La poursuite du projet Afrobaromètre voire son extension à d'autres pays dépend des connaissances sur le niveau d'exécution du round 5. Il importe également de suivre et d'évaluer la pertinence des actions de formation programmées en fonction de la situation politique, sécuritaire, etc. des nouveaux pays.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rapports Afrobaromètre pays ✓ Divers documents et rapports
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Travaux de groupe ✓ Restitution en plénière ✓ Utilisation du SEPO (succès/échecs/potentialités/obstacles)
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Synthèse des données Afrobaromètre ✓ Rapports pays
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Bonne implication des parties prenantes ✓ Renforcement des capacités des partenaires nationaux ✓ Standardisation des outils et méthodes ✓ Retard dans la publication des résultats des recensements ✓ Non respect des délais d'un mois ✓ Pression sur les chercheurs de terrain ✓ La question de l'échantillonnage ✓ La dissémination, un mois après les enquêtes est un grand défi
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Refaire le logo et faire les PowerPoint ✓ Imaginer d'autres façons de concevoir des graphiques plus professionnels ✓ Faire des ateliers de formations des grands médias ✓ Accompagnement des partenaires nationaux avant les disséminations (conception de messages, comment parler aux décideurs politiques, comment organiser des séances de dissémination, etc.) ✓ Saisie électronique des données sur PDA.

👉 Evaluation du programme CREAM



En décembre 2008, le Conseil d'administration de l'ACBF a approuvé l'Accord de don n° 254 entre le CREAM (République de Madagascar) et la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) d'un montant de 2 millions US\$ pour appuyer la deuxième phase du projet CREAM. Cet accord prévoit (en sa section 5.03) une évaluation à mi-parcours du

projet afin de déterminer dans quelle mesure il a atteint les objectifs fixés et produit les résultats escomptés.

La revue à mi-parcours fait clairement ressortir que la phase II du projet approfondit les contributions de la phase I en particulier en ce qui concerne (i) le déploiement des ressources humaines, (ii) la poursuite du plan de renforcement des capacités dans le pays, (iii) la conduite des travaux de recherche et d'études prioritaires pour le pays, (iv) la diffusion de connaissances par l'organisation de

conférences, de séminaires, d'ateliers et d'animation du site Internet facilitant ainsi la constitution de réseaux et de partenariats avec d'autres institutions et acteurs et (v) une plus grande dissémination des résultats de recherche.

La revue à mi-parcours a procédé à l'analyse préliminaire de certains documents liés au projet en vue de préparer la mission de terrain auprès du CREAM à Antananarivo, du 07 au 16 octobre 2013.

Sur place, la mission a analysé des documents mis à sa disposition et a eu une réunion de restitution de ses premières conclusions de terrain. Il en ressort que dans l'ensemble, l'exécution des activités du projet est satisfaisante, les réalisations dépassant, dans la plupart de ses composantes le taux de décaissement, financier. Au total, le projet a réalisé 31 études de qualité dont 22 études monographiques sur toutes les régions du pays.

Problématique	La mission visait à évaluer dans quelles mesures le projet (i) a été pertinent et cohérent dans sa conception, (ii) ses objectifs et ses stratégies, (ii) a pu mobiliser toutes les ressources techniques, humaines et financières pour la réalisation des activités, (iii) a pu mettre en place un dispositif institutionnel, des procédures et des instruments pour assurer le suivi et le contrôle de son personnel et de ses opérations, (iv) a pu mener la gestion administrative et financière du projet en conformité avec les règles et procédures de l'institution et de l'ACBF, (v) a atteint ses objectifs de renforcement des capacités humaines, techniques et institutionnelles en matière d'analyse et de gestion des politiques économiques, (vi) a été pertinent dans l'identification et la programmation des activités ainsi que dans le choix de son personnel et la définition des critères de performance, (vii) a eu une influence sur le processus de formulation des politiques de développement à Madagascar, (viii) a pu identifier, analyser et intégrer dans la conduite de ses activités les risques auxquels il est soumis, (ix) et a pu se donner des chances de pérennisation à travers des actions stratégiques.
Pertinence politique	De cette revue à mi-parcours, on retiendra que le projet CREAMII est non seulement pertinent dans sa conception, ses objectifs, ses stratégies et son ancrage institutionnel, mais il augure de l'atteinte totale de ses objectifs à sa date de clôture prévue pour le 20 janvier 2015. Pour la sous-période restante, il gagnerait à accroître ses actions en direction du secteur privé et de la société civile, toutes choses permettant d'accroître ses chances de pérennisation et d'appropriation nationale tout en diversifiant au mieux ses sources de financement en plus d'ACBF qui reste le partenaire stratégique le plus crédible.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ APPRAISAL REPORT Centre de recherches, d'études et d'appui à l'analyse économique à Madagascar (CREAM), Phase II, Cape Town, 11 – 13 décembre 2008 ✓ Teambuilding 2011 du personnel du CREAM, 14 – 18 juin 2011 ✓ Accord de don n° 254, du 20 janvier 2011, pour le financement de la deuxième phase du Projet Centre de recherche, d'études et d'appui à l'analyse économique de Madagascar (CREAM II) ✓ Contrats de travail ✓ Fiches de suivi-évaluation ✓ Rapports d'audit ✓ Cadre de mesure des résultats du projet
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Entretiens divers avec le personnel du CREAM, des partenaires et des bailleurs de fonds ✓ Visites d'institutions nationales et de structures de recherche ✓ Analyse documentaire ✓ Rédaction de rapport de mission
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rapports d'entretiens ✓ Rapports d'études et de recherche des potentiels partenaires techniques ✓ Documents divers
Principaux résultats	Rapport d'évaluation à mi-parcours

Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Déployer des efforts en matière de suivi-évaluation, pour davantage renseigner et de façon régulière les indicateurs de résultats du projet. Il ne s'agit là que de la mise en œuvre du plan de monitoring et d'évaluation du CREAM. ✓ Elaborer, un plan de mobilisation des ressources à mettre en œuvre d'ici la fin de la deuxième phase du projet vu le faible niveau de mobilisation des ressources internes malgré les démarches entamées auprès des partenaires financiers autres qu'ACBF ✓ Privilégier la publication électronique au papier ✓ Elaborer un business plan sur 3-4 ans et organiser une table ronde des bailleurs de fonds pour explorer les options de financement d'un tel plan.
------------------------	---

1.3. Population et santé

☞ [Etude TRaC d'évaluation des campagnes pour la lutte contre l'excision des petites filles chez les femmes âgées de 15-49 ans et hommes âgés de 15-56 ans dans la région de Koulikoro au Mali](#)



L'excision est une vieille pratique qui existe dans une trentaine de pays en Afrique y compris le Mali (EDSM-IV 2006). Dans notre pays, elle est pratiquée par l'ensemble des ethnies mais avec une intensité variable. Elle est plus sévère dans les régions du Sud à savoir Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et le District de Bamako avec des niveaux de prévalence qui varient entre 93% et 98%. Par contre au Nord à savoir Gao, Tombouctou et Kidal, les niveaux varient entre 1% et 44% (Source EDSM-IV 2006).

Selon l'enquête démographique et de santé (EDSM), la prévalence générale est de 85% chez les femmes de 15-49 en 2006 contre 91% en 2001 (Source EDSM-IV 2006).

Par son ampleur et ses conséquences graves sur la santé de la reproduction, l'excision constitue un vrai problème de santé publique. C'est pourquoi PSI/Mali sur financement de la KFW a fait deux études dont l'une de base en 2007 et la seconde en 2009 pour évaluer les facteurs qui peuvent favoriser la mise en œuvre d'un programme efficace de lutte pour

l'abandon de cette pratique et contribuer par la même occasion aux efforts du Gouvernement malien à améliorer la santé et la qualité de vie des population de façon générale et en particulier de la santé reproductive des femmes de 15 à 49 ans.

Depuis 2011, PSI/Mali a bénéficié d'un financement de la KFW qui s'étend sur deux ans (2011-2013) pour mener des campagnes de communication contre les mutilations génitales féminines auprès de la population en général. Les objectifs visés par ce projet sont:

- contribuer à la réduction de la mortalité et de la morbidité maternelle et infantile au Mali;
- améliorer les connaissances et les comportements liés à la pratique de l'excision des petites filles de moins de 15 ans;
- renforcer les capacités des acteurs de communication de proximité dans l'utilisation et la vulgarisation des kits CIP/excision, ce qui contribuera à régler le problème de manque d'harmonisation dans les messages donnés par les acteurs de terrain (animateurs, pairs éducateurs, etc.).

Problématique	✓ Quels sont les niveaux de l'intention de ne pas faire exciser sa fille, des principaux déterminants (OCM) et de l'exposition aux activités de communication de
---------------	--

	PSI/Mali ? ✓ Est-ce que l'exposition aux activités de PSI/Mali entraîne un changement ou une modification du niveau de l'intention de ne pas exciser sa fille et des facteurs d'opportunité, de capacité et de motivation (OCM)?
Pertinence politique	L'amélioration durable de la santé maternelle et infantile exige la levée de tous les défis liés au recours aux MGF.
Revue de la littérature	✓ Documents de projet ✓ Rapports d'études antérieures sur des sujets semblables
Méthodologie	La collecte des données, le recrutement et la formation des superviseurs et enquêteurs ont été réalisés par GREAT sous la direction du département de recherche de PSI/Mali. La saisie et la double saisie sur CsPro, le traitement et l'analyse des données (analyse factorielle et régression multivariée comme principale méthodologie d'analyse) sur SPSS ainsi que la rédaction du rapport ont été conduites par GREAT sous la supervision du Responsable de recherche de PSI/Mali.
Données utilisées	✓ Enquête TRaC MGF Septembre 2013 ✓ EDSM IV
Principaux résultats	Le pourcentage de répondants (hommes et femmes) ayant l'intention de ne pas faire exciser leurs filles est de 51.4%, à raison de 51.6% pour les femmes âgées de 15-49 ans contre 50.7% pour les hommes âgés de 15-56 ans.
Recommandations	Pour consolider les acquis, les futures actions de sensibilisation doivent insister sur les motivations notamment: ✓ les considérations religieuses et les croyances sur les liens entre l'excision et la sexualité qui résistent encore aux activités du programme ✓ les efforts de diffusion d'informations sur l'excision devraient être poursuivis afin de parfaire le niveau de connaissance des personnes cibles surtout sur le thème de l'excision et des droits des femmes.

☞ **Etude TRaC sur l'utilisation des médicaments antipaludiques par les femmes en charges des enfants de moins de 5 ans ayant le paludisme dans la région de Ségou**



En matière de lutte contre le paludisme, le Mali, à l'instar des autres pays membres de l'OMS touchés par le fléau, a élaboré et mis en œuvre avec le soutien de ses partenaires un programme de lutte contre le paludisme qui se réfère au Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté et aux Objectifs du millénaire pour le développement. Par ailleurs, compte tenu de la résistance des germes

de paludisme à certains médicaments tels que la chloroquine (monothérapie), le Mali a remplacé ce composé par les CTA au niveau du secteur public et privé. Pour lutter contre la propagation du paludisme, PSI/Mali en collaboration avec le Ministère de la santé a mis en place un projet de prise en charge à domicile des enfants de moins de cinq ans ayant eu le paludisme, dénommé "Projet PECADOM" en 2010 financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) dans le milieu rural de la région de Ségou. Ce projet qui est une initiative extensible, multinationale, à base communautaire contribue à l'augmentation de l'accès au CTA au-delà des structures sanitaires publiques pour aller vers le niveau communautaire, surtout les couches vulnérables, par l'exécution des activités d'IEC/CCC des mères ou des femmes en charge des enfants de moins de cinq ans sur le

paludisme, l'adoption des comportements protecteurs comme l'utilisation de médicament antipaludique ou la CTA préemballée au cours des 24/48 heures dès l'apparition de la fièvre, la distribution de CTA via un circuit bien rodé (Districts sanitaires, CSCOM, RC), la réalisation de l'étude de type TRaC

dans la région de Ségou et l'utilisation de radios communautaires pour l'information, l'éducation et la sensibilisation. De même, il est prévu dans ce projet des activités de suivi-évaluation rigoureuses pour évaluer les résultats et l'impact sur toutes les causes de la mortalité infantile.

Problématique	La finalité de cette recherche est d'apporter une information chiffrée sur le niveau de l'utilisation d'un médicament antipaludique, à savoir la CTA préemballée dans les 24/48 heures dès l'apparition de la fièvre. Elle s'intéresse aussi aux principaux facteurs d'opportunité, de capacité et de motivation pour l'utilisation de ces médicaments (OCM) chez les mères ou femmes en charge des enfants de moins de cinq ans en vue d'un meilleur ciblage des activités/interventions en direction de ces populations cibles et d'une évaluation de l'impact du Projet PECADOM par PSI et ses partenaires.
Pertinence politique	Le paludisme demeure un problème majeur de santé publique de par son impact sur la mortalité, la morbidité et sur la productivité et partant sur la croissance économique. Il touche toute la population, en particulier les femmes et les enfants de moins de 5 ans. Ces derniers sont les plus exposés au risque de décès par paludisme avec un million de décès par an (WHO, World Malaria Report, 2008). Au Mali, le paludisme est responsable de 37,5% des motifs de consultation dans les services de santé (SLIS, 2007). Il représente aussi la première cause de décès des enfants de moins de 5 ans et la première cause d'anémie chez les femmes enceintes (Ministère de la santé, Politique nationale de lutte contre le paludisme, 1993). Il faut noter que ce fléau a des répercussions néfastes sur l'économie en général
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Documents de projet ✓ Rapports d'études antérieures sur des sujets semblables
Méthodologie	L'échantillon de l'enquête a été construit à partir d'un sondage aréolaire stratifié, la strate étant constituée du milieu rural de chacun des cercles de la région, soit au total 7 strates. Les 44 SE ont été sélectionnées avec une probabilité proportionnelle à leur taille (ici la population). Au premier degré, la liste complète des sections d'énumération en milieu rural a été établie. Au total 44 sections d'énumération ont été sélectionnées avec une probabilité proportionnelle à leur taille. Au second degré, 30 ménages ont été sélectionnés de façon systématique avec un pas de sondage dans chaque section d'énumération.
Données utilisées	Les données primaires ont été collectées auprès d'un échantillon 1'320 ménages pour 1'471 femmes âgées de 18 et plus en charges de 2'123 enfants de moins de 5 ans dans la région de Ségou.
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Un peu moins de la moitié des enfants (43%) ont eu la fièvre au cours des deux dernières semaines précédant l'enquête ✓ Un peu plus du quart (28%) des enfants ayant eu la fièvre ont subi un traitement ✓ Les "très pauvres" sont proportionnellement les moins nombreuses à connaître le symptôme du paludisme (42%). ✓ De tous les canaux d'expositions aux messages sur le paludisme, la radio semble être le plus efficace avec 77% des gardiennes d'enfant déclarant avoir reçu des messages sur le paludisme par ce canal ✓ Sur l'ensemble des 532 enfants ayant souffert de fièvre, 35% ont été traités au CTA, en raison de 44% pour les enfants de 2 ans et de 43% pour ceux de 3 ans.
Recommandations	Il est recommandé de prendre le CTA et autres antipaludiques le même jour après l'apparition des symptômes du paludisme et d'intensifier les campagnes de sensibilisation radiophoniques.

☞ **Enquête de satisfaction des clientes auprès des prestataires de services PF dans les CSCOM et cliniques de Bamako**

Selon les résultats des enquêtes démographiques et de santé (EDS 2001 et 2006), le recours des femmes en âge de procréer, aux méthodes modernes de contraception, est resté faible (autour de 7%) et même en légère diminution, y compris en milieu urbain (15% en 2001 contre 13% en 2006) et chez les femmes avec les niveaux secondaire et supérieur d'éducation (de 26 à 23%). La prévalence des méthodes de longue durée est encore plus faible, moins de 1% des femmes âgées de 15 à 49 ans pour les DIU (dispositifs intra-utérins) et implants. Dans le même temps donc, le Mali a un fort taux de fécondité, plus de 6 enfants par femme, avec malheureusement des

taux élevés de mortalité maternelle (4%) et infantile (10% des enfants de moins de un an). L'amélioration durable de la santé maternelle et infantile exige la levée de tous ces défis liés au recours aux méthodes modernes de planification familiale y compris les méthodes de longue durée (MLD).

C'est pourquoi PSI se propose d'aider les prestataires des CSCOM et cliniques, notamment de Bamako, à mieux comprendre et répondre aux attentes des femmes en âge de procréer en leur assurant un accès aux services de contraception, à des coûts abordables et dans les meilleures conditions d'hygiène et de santé.

Problématique	Pour mieux comprendre et répondre aux attentes des femmes en âge de procréer en leur assurant un accès aux services de contraception, à des coûts abordables et dans les meilleures conditions d'hygiène et de santé, il faut justement mesurer la satisfaction des utilisatrices de ces services pour une meilleure orientation de l'aide offerte aux structures de santé dont des CSCOM de Bamako
Pertinence politique	L'amélioration durable de la santé maternelle et infantile exige la levée de tous les défis liés au recours aux méthodes modernes de planification familiale y compris les méthodes de longue durée (MLD)
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Documents de projet ✓ Rapports d'études antérieures sur des sujets semblables
Méthodologie	L'étude en question est une enquête quantitative de type "Satisfaction du client" portant sur les clientes de 30 CSCOM de Bamako affiliés à PSI/Mali qui ont reçu une insertion MLD dans les 90 jours précédant l'enquête. Un échantillon aléatoire de 293 femmes a été constitué sur le terrain pour l'interview à l'aide d'un questionnaire. Le tirage de l'échantillon et l'interview ont lieu en même temps pendant les jours de sensibilisation (vaccination suivie de causeries) du prestataire afin d'avoir dans les CSCOM les femmes éligibles.
Données utilisées	Les données primaires ont été collectées auprès de 301 femmes pour les CSCOM et de 164 pour les cliniques.
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Interrogées sur les méthodes contraceptives utilisées au moment de l'enquête, 88% des clientes CSCOM utilisent l'implant contre 12% le DIU ✓ Trois femmes sur dix recourent à au moins une des méthodes contraceptives proposées pour éviter de tomber enceinte ✓ Les principales méthodes contraceptives utilisées par les clientes CSCOM, les 3 derniers mois pour éviter de tomber enceintes restent l'injectable, la pilule et l'abstinence, soit 28 des 34% d'utilisation d'une méthode quelconque ✓ Le taux de visites de suivi des clientes est de 77% pour les CSCOM et de 82% pour les cliniques ✓ Sur l'ensemble des clientes, plus de 80% déclarent être satisfaites ou très satisfaites de leur vie en général
Recommandations	La principale raison évoquée quant à la faible pratique des méthodes contraceptives DIU/implant reste les coûts jugés très élevés des prestations qui peuvent varier de

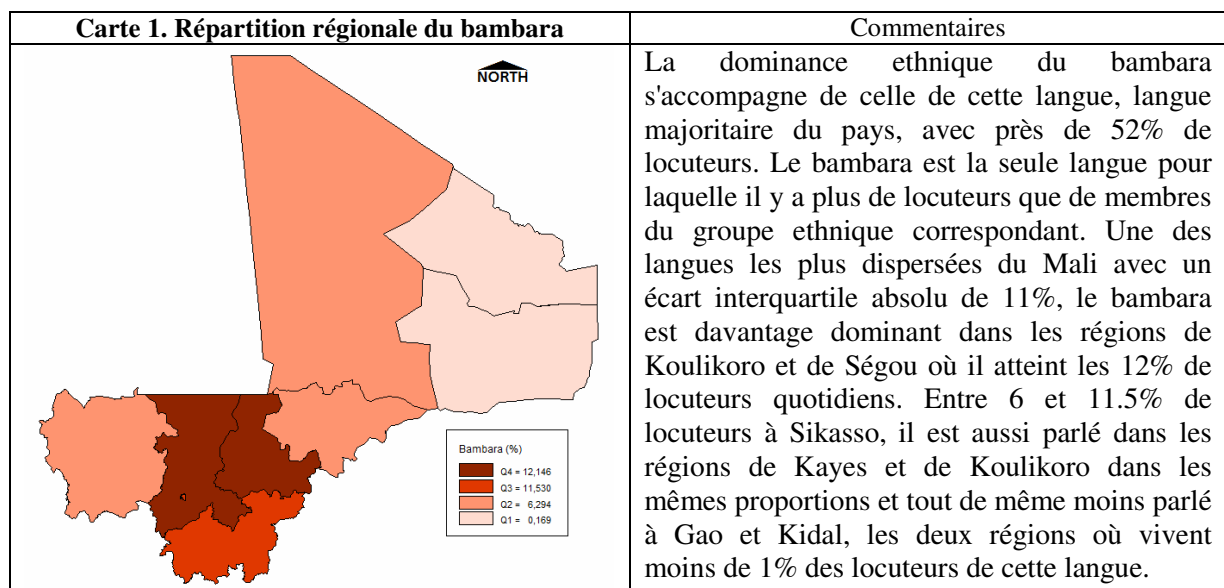
3'000 à 6'000 fcfa. Selon une des sages-femmes des CSCOM rencontrées, les 2 000 fcfa fixés par PSI/Mali ne couvrent pas tous les frais d'une insertion. Il faut donc approfondir la réflexion sur cette question de coût

1.4. Du genre

☞ Construction de plaquettes socio-ethniques avec les données du RGPH-2009

Le but de cette étude est de produire des cartes ethnolinguistiques tant au plan national que régional. Pour ce faire, il s'agit de procéder à la répartition de la population entre les groupes ethniques, regroupement obtenu à partir des données du RGPH 2009. Les groupes ainsi constitués sont examinés selon un certain nombre de caractéristiques sociodémographiques permettant de faire des classements sociolinguistiques.

Les quelques constats faits à savoir l'absence d'un groupe ethnique majoritaire, l'existence d'autant de langues que de groupes ethniques, des taux différenciés de musulmans, de chrétiens, de scolarisation/alphabétisation, de nomadisme et d'élitisme sont autant d'hypothèses à vérifier. Néanmoins, cette étude est censée donner un peu plus d'éclairage à la connaissance des groupes ethnolinguistiques du Mali et cela bien au-delà de cette conclusion de Cissé (2009) : "La situation linguistique du Mali n'est pas la principale préoccupation des spécialistes de sociolinguistique puisqu'elle est l'une des plus faciles à décrypter en comparaison avec celle de pays voisins : à peine une vingtaine de langues, un bilinguisme évident et une ou deux langues véhiculaires".



Problématique	<p>Cette étude essaie une certaine répartition "ethnique" des populations, à partir des données du RGPH de 2009. Les groupes ethniques retenus sont examinés selon un certain nombre de caractéristiques sociodémographiques permettant d'opérer des classements sociolinguistiques. Entre autres, le lien entre la population d'un groupe et le nombre de locuteurs de la langue de ce groupe est testé pour savoir si le nombre de membres du groupe ethnique explique que leur langue s'impose un peu plus au pays. Le but de cet exercice est de compiler la carte des identités culturelles du pays. Celle-ci comprend la carte des principaux groupes ethniques et celle des langues dominantes, selon l'espace géographique et/ou culturel.</p>
Pertinence politique	L'enregistrement de l'ethnie est problématique simplement parce qu'il est estimé

	<p>que "toute question sur l'identité ethnique aurait pour conséquence de diviser la population et renforcer les dissensions" (Peach, 1999). Mais, puisque l'appartenance ethnique est une réalité vivante, il en résulte que pour corriger un tant soit peu les inégalités de conditions de vie et/ou de traitement fondés sur cette réalité, il ne soit pas inutile de répertorier les groupes ethnolinguistiques et d'en quantifier l'ethnicité basée, comme dans les enquêtes Afrobaromètre, sur la fierté relative d'appartenance ethnique versus nationale.</p>
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ D. Aïtoff (1906): Peuples et langues de la Russie d'après les données du premier recensement russe exécuté en 1897, in Annales de géographie, 1906, t.15, n°79, pp. 9-25 ✓ N'Do Cissé (2009): Les langues parlées en famille par les étudiants maliens, Recherches africaines, Annales de la Faculté des lettres, langues, arts et sciences humaines de Bamako, 12 novembre ✓ Jim Cummins (2001): La langue maternelle des enfants bilingues – Qu'est-ce qui est important dans leurs études, SPROGFORUM n° 19 ✓ Olivier Hammam (2001): Sur l'introduction par Michèle Tribalat des notions d'"appartenance ethnique" et d'"origine ethnique" dans les enquêtes de l'INED ✓ Ceri Peach (1999): Les groupes ethniques au recensement britannique de 1991, in Revue européenne de migrations internationales, vol.15, n°1, Migration et ethnicité au Royaume-uni, pp. 13-37 ✓ Planète-burkina.com (2009): Les communautés du Burkina Faso ✓ République du Mali (1999): Loi 99-046 du 28 décembre 1999 portant loi d'orientation sur l'éducation ✓ Senegalaisement.com (2007): Les ethnies du Sénégal ✓ www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/mali.htm (2013): Mali, 28 avril
Méthodologie	<p>A l'aide des données individuelles du RGPH 2009, un fichier unique par commune a été construit et les modalités de réponses des questions du questionnaire ont été érigées en variables avec agrégation des effectifs absolus. Pour le calcul des indices et l'élaboration des pyramides et autres graphiques, le groupe ethnique a été croisé avec les variables clés et de comportement pour apprécier les appariements et les dissonances.</p>
Données utilisées	<p>La principale source de données est le RGPH 2009</p>
Principaux résultats	<p>Parmi les 12 704 643 individus âgés de 3 ans ou plus, aucun groupe ethnique n'est majoritaire, le bambara étant la plus grosse minorité avec 47% de la population¹. Les Bambaras constituent avec les peulhs, dogons, soninkés et malinkés un peu plus des 3/4 de la population. Les langues des 5 groupes mentionnés rassemblent plus des 4/5 des locuteurs du pays, avec 52% pour le bambara seul. La répartition selon le genre des différents groupes laisse distinguer d'une part, ceux à dominance féminine prononcée à savoir les soninkés, senoufos, samogos et kassonkhés et, d'autre part, ceux à dominance masculine prononcée à savoir les arabes, haoussas, maures, touaregs, peulhs et légèrement les bobos. L'islam reste la religion dominante chez tous les groupes à la seule exception notable des bobos où il est supplanté par le christianisme et par l'animisme. La polygamie est pratiquée par 21% de la population. Elle l'est encore davantage chez les samogos, les senoufos, les soninkés les miniankas et les malinkés mais rare chez les peulhs, bobos et sonrhaïs, voire très rare chez les touaregs et maures.</p>
Recommandations	<p>L'individu qui s'identifie à un groupe ethnique perçoit les membres de ce groupe comme étant différents des autres membres de la société. Que ces différences soient réelles ou imaginaires, elles restent perçues comme telles.</p> <p>Dans cette étude, les données sur l'ethnie ne sont pas des enregistrements directs à la déclaration d'appartenance ethnique mais des inférences à partir des déclarations de langues maternelles des individus du RGPH 2009. Les résultats sont ainsi basés sur l'hypothèse plus ou moins vérifiée de l'identité entre l'ethnie de l'individu et l'ethnie correspondant à sa langue maternelle. Il faudrait peut-être envisager</p>

☞ Mali _ Problématique de l'emploi des jeunes



L'analyse du marché de travail, pour en déceler les éventuelles discriminations à l'encontre d'une ou plusieurs catégories de personnes dans l'accès à l'emploi, passe par le calcul et la comparaison entre les différentes catégories d'un certain nombre d'indicateurs parmi lesquels le taux d'activité, le taux d'emploi, le taux de chômage, le taux de sous-emploi, la part d'emploi temporaire dans l'emploi salarié ou encore les NEET (les personnes ni en emploi ni dans le système éducatif). Ces indicateurs permettent non seulement de mesurer l'ampleur d'un phénomène (e.g. l'activité, l'emploi, le chômage), pour l'ensemble ou une partie des personnes sur le marché de travail mais aussi de savoir si un groupe cible donné est favorisé ou défavorisé par rapport aux autres groupes. Les groupes les plus fréquemment ciblés dans la littérature sont, entre autres, les ruraux, les diplômés, les déscolarisés, les femmes, ou encore les jeunes (Lopes, 2008). L'analyse de la situation de ce dernier groupe sur le marché du travail nécessite de déterminer au préalable quelles tranches d'âge sont considérées comme jeunes. Cette classification n'est pas unique et peut varier selon les auteurs, les organismes, les pays ou groupes de pays ou même selon le contexte socioéconomique.

On retient pour notre part les 15-40 ans avec trois sous-classes distinctes, à savoir les 15-24 ans, les 25-35 ans et les 36-40 ans. Le premier de ces groupes est généralement utilisé dans la littérature sur l'analyse du marché du travail dans la tradition du BIT. La tranche d'âge 15-35 ans est celle retenue par la plupart des pays africains à la suite des instances continentales comme l'UA. Le Mali retient dans le cadre de sa politique de promotion de l'emploi des jeunes la tranche des 15-40 ans. Les trois sous-classes ainsi dégagées ont l'avantage de renseigner ces différents niveaux d'inclusion de la population dans la catégorie des jeunes.

Les jeunes ont la spécificité d'être les plus nouvellement sortis du système éducatif et d'avoir peu ou pas d'expérience de travail. Cette particularité fait qu'ils sont les plus vulnérables et les plus touchés dès qu'il y a un ralentissement de l'activité économique du fait de la crise. Pour cette raison, les jeunes font généralement l'objet, de la part des Etats, de dispositifs d'accompagnement suivant plusieurs axes tels que le renforcement de leur employabilité, les politiques de création d'emploi, les politiques d'incitation et de soutien à l'entrepreneuriat des jeunes, etc.

Le rapport examine successivement le contexte national de la problématique de l'emploi et particulièrement de l'emploi des jeunes, les principaux indicateurs relatifs à l'emploi, le travail des enfants, le sous-emploi et le chômage, le dialogue social et les déterminants de l'emploi des jeunes. Chacun de ces éléments est examiné en distinguant autant que faire ce peut la classe d'âge des actifs considérés. Après analyse, un certain nombre de conclusions pertinentes sont tirées.

Problématique	La population occupée totale est de 6,4 millions de personnes pour un taux d'emploi global de 63% en 2011 avec l'un des taux d'emplois les plus bas chez les moins de 25 ans. En dépit des nombreuses mesures prises par les Etats pour faciliter l'accès des jeunes à l'emploi, quelques défis persistent et demanderaient d'analyser de près la situation de ces jeunes sur le marché de travail, notamment leur accès à l'emploi et tirer les leçons des expériences passées afin de mieux éclairer les prochaines politiques. Il s'agit de chercher des éléments de réponse aux diverses questions relatives à la problématique de l'emploi des jeunes, à l'efficacité des politiques mises en œuvre avec évaluation des interventions publiques.
Pertinence politique	Dans la lutte contre les discriminations et les inégalités notamment celles à l'encontre des jeunes sur le marché de travail, il est indispensable de disposer de données chiffrées sur la situation des jeunes. L'une des entraves à l'élaboration de bonnes politiques d'emploi dans les pays en développement comme le Mali est le manque de données de qualité sur le marché de travail. Cette étude contribue à la levée de cette entrave et pourrait aider à formuler et appliquer des politiques publiques d'emploi des jeunes plus renseignées par des résultats empirique. Par ailleurs l'accès à l'emploi surtout des jeunes qui constituent une grande partie de la population participe du relèvement du niveau de vie et de la lutte contre la pauvreté conformément au CSCR.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pierre Richard Agénor, Karim El Aynaoui (2003): Politiques du marché du travail et chômage au Maroc – Une analyse quantitative, Banque mondiale, Washington, 26 octobre ✓ DOEF (2011): Activité, emploi et chômage au Mali, EPAM 2010, juin ✓ Emmanuel Duguet (2011): La discrimination sur le marché du travail – Théories et mesures, Université Paris Est-Créteil, 28 Novembre ✓ Olivier Joseph, Séverine Lemièrre (2005): La discrimination de genre et d'origine à l'encontre des jeunes sur le marché du travail – Mesures à partir de différents aspects des situations professionnelles, CEREQ, mars ✓ Jean Pierre Lachaud (1997): Exclusion du marché du travail, inégalité et genre dans les capitales africaines – Une méthode nouvelle de mesure, in Tiers-Monde. 1997, tome 38 n°152. pp. 777-799 ✓ République du Mali (2012): Projet de document-cadre de la politique nationale de l'emploi
Méthodologie	L'analyse statistique et économétrique des données EMOP et EPAM ont permis d'avoir un aperçu des principales caractéristiques du marché du travail et d'analyser les déterminants de l'emploi des jeunes à la suite des multiples politiques et programmes d'emploi et de formation professionnelle mis en œuvre.
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ EMOP 2011 ✓ EPAM 2010
Principaux résultats	<p>Le marché du travail est caractérisé par</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ le poids important de l'emploi informel, 91% qui reviennent proportionnellement plus aux jeunes, aux femmes, aux pauvres et aux personnes les moins instruites. ✓ la prédominance des indépendants et des travailleurs familiaux (82%) ✓ la prédominance de la branche agriculture avec la majorité des emplois (57%) ✓ le poids non négligeable de l'emploi précaire qui occupe plus d'un actif sur cinq <p>Le taux de chômage est de 6.9% en 2011 et touche plus les zones urbaines, les femmes, les actifs les plus instruits. Le chômage a un visage essentiellement jeune avec 82% des chômeurs ayant un âge compris entre 15 et 40 ans. Les facteurs explicatifs les plus significatifs de l'accès à l'emploi sont l'âge, le niveau d'éducation, le milieu de résidence, le sexe et le statut matrimonial.</p>
Recommandations	Si les politiques de promotion de l'emploi sont nécessaires pour un accès accru à l'emploi des jeunes, elles devraient être accompagnées d'une politique plus globale de croissance forte et pro-emploi. Une telle croissance se devrait d'être conduite par les secteurs porteurs, basée sur l'innovation et l'amélioration de la productivité

1.5. Offres diverses d'études et de recherche

☞ Augmenter la performance du modèle de prévision du cadre budgétaire à moyen terme

Partenaire	Ministère de l'économie et des finances
Contexte	<p>Le budget d'Etat est établi dans une perspective annuelle, mais par sa directive n°06/2009/UEMOA relative à la loi de finances, l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) a institutionnalisé la programmation budgétaire pluriannuelle. Cette approche budgétaire orientée vers la performance cherche à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ renforcer le système budgétaire selon ses objectifs spécifiques (discipline budgétaire, allocation efficace des ressources, prestation efficace des services publics) ✓ placer le budget dans une perspective pluriannuelle ✓ placer la notion de performance au cœur de toute la procédure budgétaire ✓ obtenir une plus grande responsabilisation des gestionnaires (qui doivent rendre des comptes).
Questions de recherche	<p>L'objectif général de la consultation est d'améliorer l'exhaustivité, la cohérence, le réalisme et la crédibilité du budget. De façon spécifique, elle vise à appuyer la Direction générale du budget en vue d'améliorer son modèle de cadrage budgétaire par le développement de modules plus performants.</p>
Méthodologie	<p>L'élaboration du module de projection des recettes et du module de projection et d'allocation des dépenses se fera en plusieurs étapes. Dans un premier temps, le consultant procédera à un diagnostic de l'outil actuel de prévision budgétaire. Le diagnostic consistera d'abord en une étude détaillée de l'outil, pour en détecter les points forts et les points faibles. Cette étude sera complétée par les points de vue des utilisateurs actuels de l'outil sur ses aspects satisfaisants à garder dans le nouvel instrument de prévision à développer, sur ses aspects non satisfaisants à corriger, compléter et à améliorer selon le cas et enfin sur de nouvelles fonctionnalités souhaitées. Dans un deuxième temps, il sera fait une relecture des hypothèses et des liens entre variables sur la base de la littérature théorique et empirique et sur la base de la connaissance de l'économie malienne, pour une crédibilité renforcée du modèle et une fiabilité des prévisions à réaliser.</p>
Résultats attendus	<p>Au sortir de la consultation, les principaux résultats attendus sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ un module de prévision des recettes sur la base des paramètres économiques très pertinents est disponible ✓ un module de prévision et d'allocation des dépenses selon les objectifs des politiques publiques ✓ un manuel d'utilisation du modèle ✓ la formation des utilisateurs du modèle.

☞ Etude diagnostique de la préparation d'un projet WASH dans les communes I, III et V du district de Bamako

Partenaire	Mercy Corps
Contexte	<p>Organisation internationale humanitaire et de développement, Mercy Corps a pour mission de réduire la souffrance, la pauvreté et l'oppression en aidant les populations à construire des communautés sécurisées, productives et équitables dans le monde. Il soutient les populations maliennes affectées par la crise alimentaire et l'instabilité géopolitique dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'EHA et de l'insertion socio professionnelle des jeunes.</p>
Questions de recherche	<p>L'objectif global de la présente étude est d'évaluer les risques liés aux conditions d'eau, hygiène et assainissement (EHA) dans les structures scolaires et sanitaires des communes I, III et V du district de Bamako. Plus spécifiquement, il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ identifier les risques pour les populations liés à l'approvisionnement en eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement dans les structures scolaires et sanitaires des communes I, III et V du district de Bamako ✓ adapter les outils d'enquête du cluster EHA (minimum 20% des écoles dans les

	<p>zones)</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ utiliser une approche sensible au genre ✓ préparer un rapport bref et concis avec les résultats, une analyse et des photos ✓ proposer des recommandations visant à améliorer les conditions d'accès à l'EHA dans les communes cibles.
Méthodologie	<p>Pour atteindre les objectifs de l'étude, l'on procédera à une enquête quantitative en vue de recueillir les données nécessaires à l'étude diagnostique pour la préparation d'un projet WASH dans les communes I, III et V du district de Bamako.</p> <p>Les enquêtes sur le terrain visent à identifier les sources d'eau potable distribuées dans les écoles et centres de santé des communes cibles. Les données d'enquêtes seront saisies et analysées.</p>
Résultats attendus	<p>Pour la présente étude diagnostique, il est attendu de GREAT:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ l'adaptation de l'outil d'enquête pour identifier les risques et besoins des populations cibles du projet en matière d'EHA ✓ la description détaillée des risques liés à l'approvisionnement en eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement dans les structures scolaires et sanitaires des communes I, III et V du district de Bamako en prenant en compte la question genre ✓ le partage des résultats de l'étude avec le cluster de l'EHA ✓ les propositions de mesures d'amélioration des conditions d'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement dans les structures scolaires et sanitaires des communes I, III et V du district de Bamako ✓ une base de données d'enquête sous forme électronique e.g. fichier SPSS ✓ un rapport d'analyse préliminaire sur la base du traitement des données d'enquête relativement aux indicateurs retenus.

☞ Sikasso_Identification et analyse de 10 filières agricoles prioritaires et le secteur privé

Partenaire	ONG HELVETAS Swiss Intercoopération
Contexte	<p>Depuis 2009, le programme d'appui à la promotion de l'économie locale (APEL) dans le pôle de Bougouni travaille à améliorer les revenus des populations en leur offrant de meilleures conditions de production. Il soutient les collectivités dans la mise en œuvre d'infrastructures hydro-agricoles, de foires et d'unités de transformation de produits sur financement de la coopération suisse au Mali avec pour finalité la création d'emplois et de revenus supplémentaires en milieu rural. C'est ainsi que l'ONG HELVETAS Swiss Intercoopération, intervenant dans la région de Sikasso, cherche à identifier et analyser 10 filières agro-sylvo-pastorales ainsi que les acteurs du secteur privé qui animent les différentes chaînes de valeurs dans le cadre du programme APEL dans un souci de diversification des sources de revenus par rapport au coton.</p>
Questions de recherche	<p>L'étude vise à:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ identifier 10 filières prioritaires du domaine agro-sylvo-pastoral en fonction de leur potentiel de promotion de l'économie locale et du développement rural ✓ faire l'analyse de ces filières et de leurs chaînes de valeurs ✓ analyser la dynamique du secteur privé sur les différents maillons des filières.
Méthodologie	<p>La méthodologie retenue comporte:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ l'état des lieux des différents systèmes de production et de commercialisation des filières identifiées ✓ l'établissement des comptes d'exploitation (de production et de commercialisation) ✓ la construction d'une Matrice d'analyse des politiques (MAP) et l'évaluation des indicateurs associés en tenant compte des évolutions récentes sur le marché international ✓ le traitement des données relatives aux incitations à la production, à la transformation et/ou à la commercialisation e.g. le financement public d'aménagements hydro-agricoles, subventions aux intrants agricoles, etc. ✓ le calcul des indicateurs d'avantage comparatif et compétitif des filières retenues

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ l'analyse de la sensibilité aux changements des coûts des facteurs et des prix mondiaux sur la rentabilité et la compétitivité des filières.
Résultats attendus	<p>A la fin de l'étude, Helvetas Swiss Intercoopération Mali attend de la consultation:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ un rapport d'analyse générale de 10 filières porteuses identifiées dans la région de Sikasso et du secteur privé y travaillant ✓ une note succincte d'analyse de chaque filière ✓ une note succincte de caractérisation du secteur privé actif dans la promotion des filières identifiées

👉 RGPH 2009-Indice de bien-être communal

Partenaire	INSTAT
Contexte	<p>La lutte contre la pauvreté est l'un des objectifs de politiques les plus constants dans les pays en développement. Cette réalité a conduit à la définition de cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté dans la plupart des pays de la CEDEAO depuis de nombreuses années. La variété des notions de pauvreté fait que différentes méthodologies sont utilisées selon que l'on s'intéresse à la pauvreté monétaire (absolue ou relative), à la pauvreté multidimensionnelle dite des conditions de vie ou encore à la pauvreté des potentialités.</p> <p>Quelle que soit la dimension de pauvreté ciblée, l'étude de la pauvreté est par nature très demandeuse de données microéconomiques sur les ménages. Au Mali, plusieurs sources de données permettent de faire l'analyse de la pauvreté monétaire et la littérature empirique est suffisamment fournie en la matière. Contrairement à cette notion de pauvreté monétaire, la pauvreté multidimensionnelle ne requiert pas forcément de données chiffrées sur les revenus ou les dépenses des ménages mais simplement des données sur les conditions matérielles de vie relativement à l'alimentation, l'éducation, la santé, le logement, etc</p>
Questions de recherche	<p>Les données RGPH 2009 nous permettent non seulement d'évaluer la pauvreté multidimensionnelle mais aussi de spatialiser cette pauvreté dans les collectivités territoriales.</p>
Méthodologie	<p>L'analyse en composante principale est utilisée pour générer un indice normalisé rendant compte du niveau de bien-être de chaque commune.</p> <p>La procédure pour la création de l'Indice de bien-être communal s'opère à partir des deux fichiers RGPH 2009, à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ le fichier ménage contenant l'ensemble des données sociodémographiques ✓ la liste des villages/fractions et quartiers avec leurs niveaux d'équipements collectifs. <p>Les étapes d'élaboration de l'indice sont les suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Insérer un identifiant commune dans le fichier des villages 2. Etablir un fichier Commune par <ul style="list-style-type: none"> • l'agrégation par commune des données de chacun des deux fichiers de base • la fusion des fichiers agrégés en un fichier unique ne contenant que les données pertinentes à l'analyse du niveau de vie des communes 3. Créer de nouvelles variables agrégées au niveau commune dans le fichier commune 4. Calculer des indicateurs mesurant différents aspects du bien-être relatif de la commune par combinaison de plusieurs variables existantes 5. Identifier une variable jugée la plus pertinente à rendre compte des différences de bien-être entre commune, par exemple le taux d'électrification et/ou d'accès à la téléphonie mobile 6. Créer l'Indice de bien-être communal par combinaison de ces indicateurs : le maintien ou non d'une variable dans la construction de l'indice est décidée sur la base de son coefficient de corrélation avec la variable principale (celle jugée la plus pertinente)
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> ✓ la construction de l'indice de bien-être communal par analyse factorielle IBC (Indice de bien-être communal) ✓ la construction d'une cartographie du bien-être communal au Mali.

☞ Travail de terrain et conception d'une enquête à l'appui d'une étude sur la gouvernance locale et la présence de l'Etat dans les zones faiblement peuplées au Mali

Partenaire	Banque mondiale
Contexte	<p>La crise politico-sécuritaire du Mali a plus que jamais montré l'importance effective d'un Etat sur l'ensemble de son territoire. Au cours de la dernière décennie, le Sahara est devenu une importante zone de trafics de toutes sortes visant à pénétrer les marchés européens ou nord-africains. Au Mali comme dans d'autres pays, la faiblesse de la présence de l'Etat et donc de l'offre de services publics est l'une des pistes proposées, par les spécialistes, quant à l'analyse des causes des rébellions et des trafics de tous genres dans cette région. Il y a un besoin urgent de chercher des voies et moyens pouvant assurer une présence effective de l'Etat dans ces régions maliennes à faible densité de population.</p> <p>Une étude sur ces défis pourrait contribuer à la réflexion en cours sur la façon de soutenir le gouvernement du Mali dans l'objectif de rétablissement de son autorité sur le nord du pays. L'évaluation des expériences de décentralisation dans les régions éloignées à faible densité de population et dans des environnements fragiles ainsi que la proposition de réponses innovantes pour une présence effective de l'Etat et la prestation de services adéquats aux populations locales aidera les décideurs centraux et locaux à adopter des approches alternatives à la gouvernance locale et à élaborer des mécanismes et des systèmes adéquats pour la prestation de services efficace.</p>
Questions de recherche	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Quels sont les services fournis ? ✓ Qui fournit ces services ? ✓ Comment sont ils fournis ? ✓ Est-ce que les institutions et procédures mises en place permettent de fournir les services ? ✓ Est-ce que les populations obtiennent ce dont elles ont besoin ? ✓ Qu'est-ce qui explique les mauvais résultats de la gouvernance (sous financement, détournement de fonds, mauvaise procédure de distribution, incompétence) ?
Méthodologie	<p>Pour atteindre les objectifs fixés à l'étude, la méthodologie à appliquer consiste en la collecte, la saisie et le traitement des données. L'analyse des résultats de ce traitement donnera lieu à la rédaction d'un rapport d'étude.</p> <p>La collecte des données de terrain se fera auprès des groupes cibles des 3 régions administratives et auprès des groupes des cercles de Bafoulabé, Nara et Douentza. Les groupes sont constitués des autorités (administratives, traditionnelles, religieuses, décentralisées, etc.), des fournisseurs de service et de groupes de discussion d'hommes, de femmes et de jeunes. Auprès d'eux seront menés des entretiens et des discussions, selon le cas. Les données collectées auprès d'eux seront complétées par une cartographie complète des services fournis sur le site.</p>
Résultats attendus	<p>Il est attendu de cette étude:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ l'identification, le développement et la diffusion de moyens permettant à l'Etat Malien de répondre aux différents défis auxquels il doit faire face dans les régions fragiles et à faible densité de population ✓ des propositions pour éclairer les décideurs politiques et les dirigeants de la Banque Mondiale sur les défis et les options susceptibles de garantir un accès rentable et équitable aux diverses prestations de services, tout en favorisant la cohésion sociale au Mali ✓ Une compréhension des liens entre la prestation de services publics et l'allégeance des citoyens à l'Etat, la cohésion sociale et le développement humain dans les zones à faible densité de population au Mali.

☞ Evaluation de l'impact des programmes de construction des logements sociaux - Phase 1

Partenaire	OMH
Contexte	L'accès à un logement décent, notamment pour les ménages à revenu modeste, a toujours été une des priorités des pouvoirs publics au Mali. De l'indépendance à nos

	<p>jours diverses politiques de logement ont été mises en œuvre. De la mise en place de crédit immobilier au sein de la BDM (1960-68) à la mise en œuvre du Programme de construction de logements sociaux (PROCOLOS) en 2002 en passant par la création de la Banque de l'habitat du Mali, le Mali a réalisé la construction des milliers de logements en faveur des couches à revenu faible ou intermédiaire. Le succès des précédents programmes de construction de logements ont permis la réalisation de nouveaux pour un total de 2 922 logements au titre du programme gouvernemental et 1700 au titre du partenariat public-privé.</p>
Questions de recherche	<p>Il s'agira pour GREAT de:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ analyser l'impact des Programmes de construction de logements sociaux réalisés sur le plan politique, financier, économique, social, culturel et technologique ✓ analyser l'impact des Programmes de construction de logements sociaux réalisés sur l'atteinte des objectifs de développement urbain au Mali ✓ évaluer le montant global des investissements (acquisition de services et de biens) réalisés et les retombées sur les entreprises ✓ faire des recommandations visant le renforcement de l'efficacité et de la pérennisation de la Politique en matière d'offres de logements.
Méthodologie	<p>La démarche méthodologique à utiliser comprend 3 étapes à savoir l'analyse documentaire, la collecte de données secondaires et primaires (auprès des ménages et auprès des agences immobilières) et enfin l'analyse des données collectées. A chaque étape sera utilisée une approche spécifique pour atteindre les objectifs et les résultats attendus de l'étude</p>
Résultats attendus	<p>Il est attendu de la présente étude:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ la mesure de l'impact des Programmes de construction de logements sociaux réalisés ou en cours aux plans politique, institutionnel, financier, socioéconomique, socioculturel et technologique ✓ l'analyse critique des coûts de cession des logements aux bénéficiaires des différents Programmes de construction de logements sociaux réalisés par rapport aux coûts effectifs de leur réalisation ✓ des recommandations en termes de renforcement de l'efficacité et de la pérennisation de la politique en matière d'offres de logements.

☞ **Etude de marché sur la mise en œuvre d'une campagne de WASH Marketing dans un contexte post-FDAL au sein des communautés ATPC du Mali**

Partenaire	<p>PSI-Mali</p>
Contexte	<p>Selon les résultats de l'enquête démographique et de santé (EDS-IV 2006), seulement 11 % des ménages disposent de latrines améliorées ou de toilettes privées modernes équipées de chasse d'eau. En ce qui concerne les latrines traditionnelles, la proportion est de 34 % (23% en milieu urbain et 39% en rural). En outre, 34% des ménages partagent leurs toilettes rudimentaires avec d'autres ménages voisins. Cette proportion varie de 27% en milieu rural à 49% en milieu urbain. 21% des ménages ne disposent d'aucun type de toilettes.</p> <p>L'approvisionnement en eau salubre est également très préoccupant, 56% des ménages ont accès à une source améliorée d'eau tandis que 40% s'approvisionnent dans des puits non protégés (Enquête Démographique et de Santé IV 2006). Le manque d'infrastructures sanitaires associé aux facteurs d'accès à l'eau salubre et aux déficits d'hygiène individuelle et collective favorise les maladies diarrhéiques dont les principales victimes sont les enfants de moins de 5 ans. En effet les maladies diarrhéiques constituent la troisième cause de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans (après le paludisme et les infections respiratoires aiguës). Au cours des 20 dernières années, le Mali a connu huit (08) épidémies de cholera ayant occasionné plus de 3000 décès.</p> <p>Le secteur WASH a connu un formidable essor ces dernières années au Mali. Par exemple, L'ATPC au Mali ont formé plus de 1.200 agents. Environ 700 villages ont éradiqué la défécation à l'air libre et à la fin 2012 plus de 18.000 latrines avaient été auto-construites ou réhabilitées. Mais de nouvelles stratégies autour de la demande et de l'approvisionnement sont nécessaires.</p>

Questions de recherche	<p>Cette étude vise à:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ apporter des informations chiffrées sur le niveau de possession et d'utilisation des produits d'assainissement (latrines, dispositifs de lavage des mains, produits de traitement de l'eau etc.) ✓ comprendre la chaîne d'approvisionnement des produits d'assainissement particulièrement en latrines ✓ mieux cibler leurs interventions en direction des populations cibles pour un meilleur impact du projet.
Méthodologie	<p>Le questionnaire utilisé pour la collecte de données WASH relative au cadre conceptuel PERForM couvre les aspects suivants: caractéristiques de la population cible, comportement (l'intention de posséder et d'utiliser les produits d'assainissement), connaissance des produits d'assainissement et déterminants (culturels, socio-économiques) de changement de comportement. La taille prévue de l'échantillon est de 1'800 ménages ayant au moins un enfant de moins de 5 ans. En outre, la méthodologie va inclure le "Coarsened Exact Matching" (CEM) qui est une méthodologie développée par les experts de l'Université de Havard aux Etats-Unis pour mieux faire l'ajustement des différentes tendances lors de l'évaluation parmi les répondants sur l'exposition aux différents media et canaux utilisés par les projets lors des campagnes de sensibilisations pour atteindre les groupes cibles.</p>
Résultats attendus	<p>Il est attendu de cette étude:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ la connaissance des comportements des consommateurs, leurs perceptions et besoins en matière d'adoption et d'utilisation des produits d'assainissement eau et hygiène ✓ la compréhension des consommateurs sur les différentes options de latrines disponibles au Mali. ✓ le répertoire des acteurs de la chaîne d'approvisionnement (compétences, capacités et expérience) ✓ l'état des lieux des facteurs influençant la production de masse, la distribution et les options de financement ✓ la connaissance de l'environnement institutionnel.

☞ **Etude d'évaluation du DIU et des services de soins après avortement (SAA) dans les structures sanitaires publiques et communautaires du Mali**

Partenaire	PSI-Mali
Contexte	<p>Pour mieux comprendre et répondre aux attentes des femmes en âge de procréer en leur assurant un accès aux services de contraception, à des coûts abordables et dans les meilleures conditions d'hygiène et de santé, il faut justement mesurer la satisfaction des utilisatrices de DIU et des services de soins après avortement pour une meilleure orientation de l'aide offerte aux structures de santé dont des CSCOM de Bamako L'amélioration durable de la santé maternelle et infantile exige la levée de tous les défis liés au recours aux méthodes modernes de planification familiale y compris les méthodes de DIU.</p>
Questions de recherche	<p>La consultation ambitionne de:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ comprendre les raisons d'utilisation du DIU et des soins après avortement ✓ comprendre les barrières à l'utilisation de ses services ✓ identifier les lieux de fourniture de ces services ainsi que les sources d'information et les préférences publicitaires ✓ établir les motivations personnelles de recours aux services ainsi que les perceptions en matière de qualité et de prix, etc.
Méthodologie	<p>L'échantillon de l'enquête sera construit à partir d'un tirage aléatoire de 90 cliniques avec une probabilité proportionnelle au nombre de clientes de 1 et 2 mois avant l'enquête. Dans chaque clinique sélectionnée, il sera tiré aléatoirement 3 clientes ayant reçu une insertion MLD dans les 1 à 2 mois précédant l'enquête, soit au total 270 clientes. Partant de la répartition des clientes de 1 et 2 mois avant enquête par commune, on détermine le nombre de cliniques à sélectionner. On obtient les 90 cliniques de l'échantillon avec sa répartition par commune. Dans chaque clinique sélectionnée, on tire 3 clientes avec probabilité égale pour toutes</p>

Résultats attendus	<p>Il est attendu de la présente:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ le nombre de femmes de 18 ans ayant utilisés le DIU et des services de soins après avortement (SAA) dans les structures sanitaires publiques et communautaires ✓ le nombre de visites de suivi des clientes pour les CSCOM et pour les cliniques ✓ le niveau de satisfaction des clientes ✓ la connaissance des principales méthodes contraceptives utilisées par les clientes CSCOM.
--------------------	--

☞ Etude qualitative formative sur les complications liées à l'accouchement des femmes et leurs prises en charge au Mali

Partenaire	PSI Mali
Contexte	<p>Le Mali a l'un des taux de natalité et de mortalité maternelle les plus élevés au monde avec en moyenne 6,2 enfants par femme et 5% de femmes qui meurent à cause de l'accouchement, classant le Mali 165e sur 181 pays en matière de mortalité maternelle (Lancet, 2010). Environ 54 femmes sur 1.000 meurent pendant l'accouchement, seulement 45% accouchent dans un établissement de santé et 51% n'ont pas accès à un professionnel de santé qualifié. Cette situation s'explique, entre autre, par le faible accès aux systèmes de santé et le manque d'argent pour traiter les complications liées à l'accouchement et pourrait s'améliorer avec des solutions idoines à ces problèmes.</p> <p>Des efforts, du gouvernement et des organisations de la société civile comme PSI sont en cours pour réduire la mortalité maternelle de 50% selon les objectifs du millénaire (OMD) au Mali. PSI/Mali travaille d'ailleurs en partenariat avec un réseau de prestataires privés et publics afin d'offrir des services de santé sexuelle et reproductive de haute qualité et abordables pour les femmes en âge de procréer à faible revenu dans 4 régions du pays.</p>
Questions de recherche	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Quels sont les niveaux de connaissance et les points de vue des femmes à propos des complications liées à l'accouchement des femmes et leurs prises en charge ✓ Quelles sont les connaissances et expériences antérieures des femmes avec l'assurance ✓ Quels sont les services sur lesquels les femmes veulent une couverture ✓ Quels sont les comportements, connaissances, croyances et attitudes des prestataires de santé sur la micro-assurance ✓ Quelles sont les expériences et attentes des prestataires de santé vis-à-vis de l'assurance.
Méthodologie	La méthodologie proposée est essentiellement de type qualitatif compte tenu de la nature des données recherchées. Elle utilise les techniques d'entretiens individuels et de discussions de groupe avec les personnes des différents groupes cibles (les femmes ayant au moins un enfant d'au moins un an, enceintes, ayant eu des complications lors de l'accouchement, les prestataires qui ont eu des complications lors de l'accouchement et les Leaders communautaires ou d'associations locales) dans les zones périphériques à faible revenu de Bamako.
Résultats attendus	<p>Disposer de données qualitatives et quantitatives de terrain sur</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ les généralités à propos des complications liées à l'accouchement des femmes et leurs prises en charge, ✓ les connaissances et expériences antérieures des femmes avec l'assurance ✓ les services sur lesquels les femmes veulent une couverture ✓ les comportements, connaissances, croyances et attitudes des prestataires de santé sur la micro-assurance ✓ les expériences et attentes des prestataires de santé vis-à-vis de l'assurance.

2. Enquêtes



Quel que soit le type d'enquête, le Rapport renseigne l'objet, les domaines d'investigation, le partenaire de recherche, la période d'enquête, l'échantillon et les principales activités à GREAT assignées.

☞ Enquête auprès des chefs d'entreprises pour le Rapport sur la compétitivité globale

Objet	Rapport sur la compétitivité globale des entreprises 2013-2014 de World Economic Forum
Domaine d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Données générales sur l'entreprise, activités et stratégies ✓ Perception globale et sur la gouvernance ✓ Infrastructures ✓ Innovation et technologie ✓ Environnement financier ✓ Concurrence sur le marché domestique ✓ Education et capital humain ✓ Corruption, éthique et responsabilité sociale ✓ Environnement ✓ Etc.
Partenaire	World Economic Forum
Durée	3 mois
Période	Février – avril 2013
Echantillon	102 entreprises
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Correspondance aux entreprises ✓ Dépôt des questionnaires auprès des entreprises ✓ Récupération des questionnaires remplis ✓ Envoi des questionnaires remplis à World Economic Forum

☞ Enquête Afrobaromètre

Objet	Sondage d'opinion des maliens âgés de 18 ans et plus
Domaine d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Démocratie ✓ Gouvernance ✓ Education ✓ Religion ✓ Insécurité ✓ Réconciliation nationale
Partenaire	Afrobaromètre
Durée	8 mois
Période	Novembre 2013 - juin 2014
Echantillon	2'486
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Adaptation du questionnaire ✓ Recrutement et formation des enquêteurs ✓ Enquête sur le terrain ✓ Supervision des enquêtes sur le terrain ✓ Saisie et gestion des données sur CsPro ✓ Création et gestion des bases de données sur SPSS ✓ Apurement de la base de données ✓ Traitement et analyse de la base des données ✓ Rédaction des rapports thématiques et des presse release ✓ Dissémination des résultats d'enquête ✓ Publication d'un GREAT_Cahier

☞ **Enquête d'évaluation pour l'assainissement total piloté par les communautés du Mali dans la région de Koulikoro**

Objet	Assainissement total piloté par les communautés dans la région de Koulikoro
Domaine d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Caractéristiques sociodémographiques ✓ Education et activité économique ✓ Réseaux sociaux ✓ Capital social ✓ Santé ✓ Anthropométrie ✓ Hygiène et assainissement ✓ Insécurité ✓ Planning Familial ✓ Actifs au sein du ménage
Partenaire	PEP CEDLAS
Durée	12 mois
Période	Janvier à décembre 2014
Echantillon	5206 ménages dans 121 villages de la région de Koulikoro
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réception et dédouanement des matériels et de produits destinés à l'enquête ✓ Participation à la conception du questionnaire ✓ Reproduction du questionnaire ✓ Recrutement et formation des enquêteurs ✓ Collecte des données sur terrain ✓ Saisie et gestion des données sur CsPro ✓ Création et gestion des bases de données sur SPSS ✓ Apurement de la base des données

☞ **Etude TRaC d'évaluation des campagnes pour la lutte contre l'excision des petites filles chez les femmes âgées de 15-49 ans et hommes âgés de 15-56 ans dans la région de Koulikoro au Mali**

Objet	Lutte pour l'abandon de la pratique de l'excision dans la région de Koulikoro au Mali
Domaine d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Caractéristiques sociodémographiques ✓ Connaissances sur les avantages et les conséquences de la pratique de l'excision ✓ Pratiques sur les filles de l'enquêtée ✓ Opportunité ✓ Capacité ✓ Motivation ✓ Exposition des personnes aux médias et aux activités de la lutte contre l'excision ✓ Evaluation
Partenaire	PSI/Mali
Durée	7 Semaines
Période	A compter du 10 septembre
Echantillon	1'040 ménages ayant au moins une fille de moins de quinze ans, la population de cette étude, soit 1'579 répondants, est constituée de 487 hommes âgés de 15-56 ans et de 1'092 femmes âgées de 15-49 ans ayant au moins une fille non excisée âgée de moins de 15 ans dans leur ménage
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Conception du questionnaire ✓ Reproduction du questionnaire ✓ Recrutement et formation des enquêteurs ✓ Collecte des données sur terrain ✓ Saisie et gestion des données sur CsPro ✓ Création et gestion des bases de données sur SPSS ✓ Apurement et analyse des données ✓ Rédaction du Rapport d'enquête

3. Formation et renforcement des capacités



Durant l'exercice 2013, GREAT a mené des activités de formation et de renforcement de capacités conformément à son programme d'activités et à son plan stratégique. Ces activités concernent non seulement les formations dispensées par GREAT au profit de ses partenaires et groupes cible (ateliers de formation) mais aussi les formations suivies par le personnel et les collaborateurs de GREAT pour un renforcement de leur capacité en vue de mener à bien leurs activités quotidiennes.

3.1. Ateliers de formation

☞ Atelier de formation à la collecte des données Afrobaromètre, Dakar et Saint-Louis

Thème	Préparatifs et collecte des données Afrobaromètre
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Echantillonnage ✓ Rôles du personnel de terrain ✓ Comment conduire une interview en pratique ✓ Quelques concepts et définitions ✓ Le contenu du questionnaire ✓ Conduite du prétest ✓ Préparatifs et déploiement des équipes sur terrain ✓ Contrôle de terrain et rapportage
Lieu	Saint-Louis, Dakar
Période	11-15 et 16-20 février 2013
Durée	10 jours
Organisateur	IREEP, CERADD
Formateur	Massa Coulibaly de GREAT, Mamoudou Sall, Ibrahima Gueye du Sénégal
Supports	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation abondante en fichiers PDF ✓ Documentation en copies dures ✓ Questionnaire Afrobaromètre
Participants	19 agents
Certification	Sans objet

☞ Atelier de formation à la collecte des données Afrobaromètre, Niamey

Thème	Préparatifs et collecte des données Afrobaromètre
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> Echantillonnage ✓ Rôles du personnel de terrain ✓ Comment conduire une interview en pratique ✓ Quelques concepts et définitions ✓ Le contenu du questionnaire ✓ Conduite du prétest ✓ Préparatifs et déploiement des équipes sur terrain ✓ Contrôle de terrain et rapportage

Lieu	Niamey, Niger
Période	24 Mars – 01 Avril 2013
Durée	8 jours
Organisateur	IREEP, LASDEL
Formateur	Massa Coulibaly de GREAT
Supports	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation abondante en fichiers PDF ✓ Documentation en copies dures ✓ Questionnaire Afrobaromètre
Participants	25 dont 1 du GREAT
Certification	Sans objet

☞ **Atelier de Formation en analyse thématique de données sur SPSS et techniques de rédaction de rapports d'études, Bamako**

Thème	Analyse thématique de données sur SPSS et techniques de rédaction de rapports d'études
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Choix des thèmes d'étude ✓ Identification de variables et choix d'indicateurs ✓ Création de nouvelles variables ✓ Interface SPSS ✓ Menus SPSS ✓ Programmation des commandes statistiques ✓ Analyse des données et tabulation ✓ Plans de rédaction des rapports thématiques
Lieu	Salle de Réunion de INSAT
Période	Décembre 2013
Durée	10 jours
Organisateur	Cellule Technique CSLP
Formateur	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Massa Coulibaly de GREAT ✓ François Koné de GREAT
Supports	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Présentations PowerPoint ✓ Bases de données MICS/ELIM ✓ Logiciel SPSS
Participants	12 cadres des CPS + 2 de GREAT
Certification	Sans objet

3.2. Renforcement de capacités

☞ **Atelier de Formation des membres du CPM sur la Macroéconomie, Bamako**

Thème	Macroéconomie
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Balance de paiements ✓ Situation monétaire intégrée
Lieu	Salle de conférence de l'Observatoire du Développement Humain Durable et de Lutte contre la Pauvreté (ODHD/LCP) à Bamako
Période	15 – 19 Avril 2013
Durée	5 jours
Organisateur	Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget à travers la Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPD)
Formateur	Karounga CAMARA de la BCEAO
Supports	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Logiciel QGIS
Participants	40 dont 1 du GREAT

Certification	Sans objet
---------------	------------

☞ Atelier de Formation en modélisation en équilibre général calculable, Canada

Thème	Modèle d'équilibre général calculable (MEGC)
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Désagrégation de la Matrice de comptabilité sociale 2010 du Mali ✓ Techniques d'équilibrage d'une MCS ✓ Conception et écriture d'un modèle (équations) ✓ Tests et finalisation d'un modèle
Lieu	Université de Sherbrooke
Période	2 Juin 2013 – 31 Août 2013
Durée	3 mois
Organisateur	l'AUCC (Association des Universités et collèges du Canada) et l'Université de Sherbrooke (UdS)
Formateur	Professeurs Luc Savard et Dorothee Boccanfuso
Supports	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Matrice de comptabilité sociale 2010 du Mali ✓ Logiciel GAMS
Participants	✓ 2 de GREAT
Certification	Attestation de stage

☞ Echange sur l'organisation pratique des jeux à l'ATCPC 2 et la qualité des jeux, Dakar

Thème	Organisation et qualité des jeux de l'ATPC 2
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Difficultés et leçons à tirer des jeux de la phase 1 ✓ Amélioration de la qualité des jeux pour la phase 2
Lieu	Dakar, Sénégal
Période	6 – 9 Mars 2013
Durée	4 jours
Organisateur	PEP
Formateur	Maria Lopera
Supports	✓ Discussions et échanges
Participants	✓ 3 dont 1 de GREAT
Certification	Sans objet

☞ Ecole d'été Afrobaromètre 2013, Cotonou

Thème	Ecole d'été Afrobaromètre 2013
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> Méthodologie de Recherche ✓ Introduction à l'Econométrie ✓ Introduction à l'Econométrie qualitative ✓ Introduction aux logiciels statistiques ✓ Introduction à STATA ✓ Analyse de données ✓ Introduction à la méthodologie d'enquête de terrain ✓ Modèles structurels ✓ Méthodes bayésiennes ✓ Variables instrumentales ✓ Les méthodes d'enquête ✓ Institutions démocratiques et citoyenneté ✓ Gouvernance et politiques publiques ✓ Politique ethniques ✓ Sujets spéciaux (capital social, genre, développement humain)

Lieu	Cotonou, Benin
Période	26 Juillet - 15 Août 2013
Durée	21 jours
Organisateur	IERPE
Formateurs	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Professeur Leonard Wantchékon ✓ Mohamadou Sall ✓ Cyriaque Edon ✓ Eugene Kouassi ✓ Nestor Wadagni ✓ Andre Guéguéhoun ✓ Romuald Anagou ✓ Richard Houessou ✓ Professeur Yves Atchade ✓ John Londregan ✓ Professeur Robert Mattes ✓ Augustin Loada ✓ Tidjani Alou ✓ Augustin Loada ✓ Kim Di Yionne
Supports	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation abondante en fichiers PDF ✓ Documentation en copies dures ✓ Logiciel STATA ✓ Logiciel SPSS ✓ Logiciel CsPro
Participants	46 dont 2 du GREAT
Certification	Attestation de formation

4. Communication et information



GREAT a participé à African forum on post 2015 - Data revolution à Nairobi le 3 et 4 décembre 2013 organisé par le PASGR (Partenariat pour le social et la gouvernance de la recherche), en collaboration avec la Fondation des NU (Nations unies), l'ODI (Overseas Development Institute), et avec le soutien de la Fondation William et Flora Hewlett, ont accueilli le Forum sur la révolution africaine de données pour explorer l'appel à une révolution de données et ses implications spécifiques pour l'Afrique. L'évènement a été structuré de manière à étudier plusieurs dimensions liées à la collecte, au développement, à l'accès et à l'utilisation des données dans le contexte africain. L'évènement a contribué à la discussion globale sur la nature d'une «révolution de données», et a aidé à définir les contours possibles d'un partenariat efficace et une action globale, le plan

menant à, et à la suite, Janvier 2016. Le Forum est fondé sur l'idée qu'il ya deux aspects de la révolution qui méritent l'attention. Le premier est une révolution future de nouvelles actions telles que celles préconisées par le HLP nécessaire pour faire un meilleur travail en fonction des données, servir les objectifs de développement mondiaux après 2015. Le second est la révolution de données qui est, en fait, déjà en cours à travers les innovations, les outils, les actions iconoclastes (certaines controversées), de divers acteurs, y compris le secteur privé et de la société civile.

GREAT a participé à des réunions du Comité de prévision et de modélisation (CPM) dont celle du 19 juin 2013 qui a fait le point du RSES du Mali en 2012 et les perspectives pour 2013 et présenté la série ERETES (comptes définitifs 1999-2008 et comptes provisoires 2009-2010) qui selon le dernier SCN 2008 (qui remplace le SCN 1993) a une nomenclature de 35 branches et 59 produits.

GREAT a en outre pris part à la réunion d'échange sur l'Accord de partenariat économique Afrique de l'Ouest – Union européenne du 4 avril 2013 au Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, réunion qui avait pour objet la nouvelle proposition d'offre d'accès au marché Ouest africain dans le cadre des négociations CEDEAO-UE.

Atelier de dissémination des résultats Afrobaromètre Bamako

Thème	Crise, démocratie et participation citoyenne
Public cible	✓ Presse ✓ Les universitaires ✓ Les décideurs ✓ Les Organisations de la société civile
Date	22 mars 2013
Lieu	Bamako
Animateurs	Massa Coulibaly

Compte rendu	L'atelier avait pour objet de procéder à la dissémination des résultats de l'enquête Afrobaromètre. La présentation s'est faite suivant le plan suivant: <ul style="list-style-type: none"> ✓ Démocratisation et intérêts à la chose politique ✓ Participation citoyenne ✓ Référence partidaire.
--------------	--

☞ Atelier de dissémination des résultats Afrobaromètre Ségou

Thème	Insécurité dans le vécu et l'imaginaire populaires
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Presse ✓ Les membres du Conseil régional et du Conseil de cercle de Ségou ✓ Le Gouvernorat ✓ Les Organisations de la société civile
Date	3 mai 2013
Lieu	Ségou
Animateurs	François Koné et Boubacar Bougoudogo
Compte rendu	L'atelier avait pour objet de procéder à la dissémination des résultats de l'enquête Afrobaromètre. La présentation s'est faite suivant le plan suivant: <ul style="list-style-type: none"> ✓ Prévalence de l'insécurité ✓ Sentiment d'insécurité ✓ Protection contre l'insécurité ✓ Insécurité et performances du gouvernement.

☞ Atelier de dissémination des résultats Afrobaromètre Sikasso

Thème	Le citoyen, l'Etat et la corruption
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Presse ✓ Les membres du Conseil régional et du Conseil de cercle de Sikasso ✓ Le Gouvernorat ✓ Les Organisations de la société civile
Date	6 juin 2013
Lieu	Sikasso
Animateurs	François Koné et Boubacar Bougoudogo
Compte rendu	L'atelier avait pour objet de procéder à la dissémination des résultats de l'enquête Afrobaromètre. La présentation s'est faite suivant le plan suivant: <ul style="list-style-type: none"> ✓ De l'inégalité à la corruption ✓ Corruption et liens interpersonnels ✓ Lutte contre la corruption.

☞ Atelier de dissémination des résultats Afrobaromètre Mopti

Thème	Les priorités populaires de développement
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Presse ✓ Les membres du Conseil régional et du Conseil de cercle de Mopti ✓ La mairie de Mopti ✓ Les services régionaux de développement (agriculture, élevage, développement social, etc.) ✓ Les Organisations de la société civile
Date	11 juillet 2013
Lieu	Sikasso
Animateurs	François Koné et Boubacar Bougoudogo
Compte rendu	L'atelier avait pour objet de procéder à la dissémination des résultats de l'enquête Afrobaromètre. La présentation s'est faite suivant le plan suivant: <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les problèmes retenus ✓ L'unanimité autour de l'insécurité alimentaire ✓ Pauvreté et chômage

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Demande sociale d'eau et de santé ✓ Infrastructures ou services de désenclavement ✓ Insécurité et instabilité politique au coeur de la gouvernance.
--	---

☞ Participation à la réunion annuelle de CABRI

Thème	Budget Transparency and Public Engagement in the African Continent: Challenges, Incentives and Emerging Good Practices
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ministères des finances des pays membres ✓ IBP ✓ CABRI ✓ Les OSC travaillant sur le budget dans les pays partenaires ✓ Les parlementaires
Date	22 août 2013
Lieu	Nairobi, Kenya
Animateur	Boubacar Bougoudogo
Compte rendu	<p>La communication a porté sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'importance de la transparence et de la participation des citoyens au processus budgétaire au Mali ✓ Les résultats OBI 2012 du Mali ✓ Les défis et les solutions pour une meilleure transparence au Mali ✓ Les discussions sur les recommandations 2012 d'OBI.

☞ Atelier d'information sur le programme paludisme de PSI à Ségou

Thème	Evaluation du programme Paludisme dans la région de Ségou
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Gouverneurs et préfets des cercles ✓ PSI Mali ✓ Les OSC
Date	Janvier 2013
Lieu	Ségou
Animateur	Massa Coulibaly
Compte rendu	<p>La communication a porté sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Paludisme et prévalence de la fièvre ✓ Traitement antipaludique ✓ Intervention des relais.

☞ Atelier ODI à Nairobi

Thème	African forum on post 2015 - Data revolution Nairobi
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ ODI ✓ ONU ✓ Centres de recherche africains
Date	3-4 décembre 2013
Lieu	Nairobi
Animateur	Fatim Sow
Compte rendu	<p>La communication a porté sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La production des données de base ✓ Les outils et instruments de collecte de données ✓ Le rôle de la technologie et de l'innovation en Afrique ✓ Les opportunités de nouveaux outils et approches dans la collecte de données ✓ Le partage de l'information, etc.

👉 Atelier sur le cadrage macroéconomique

Thème	Cadrage macroéconomique 2014-2016
Public cible	<ul style="list-style-type: none">✓ DNPD✓ DGB✓ GREAT✓ Partenaires techniques et financiers✓ Organisations de la société civile
Date	16-17 mai 2013
Lieu	Bamako
Animateur	Massa Coulibaly
Compte rendu	La communication a porté sur la transition fiscale et a abordé les points suivants: <ul style="list-style-type: none">✓ La contexte général de la transition fiscale✓ La structure de la fiscalité✓ Les déterminants de la fiscalité.

5. Publications

5.1. Les Great_Cahiers

Titre	Mali - Programme de transition fiscale
Numéro	44
Date de publication	Janvier – Mars 2014
Auteurs	François Koné et Massa Coulibaly
Nombre de pages	45 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Démocratie et participation citoyenne - Résultats du R5des enquêtes Afro
Numéro	45_2
Date de publication	Avril – Juin 2013
Auteurs	Boubacar Bougoudogo et Massa Coulibaly
Nombre de pages	24 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	La démocratie à l'épreuve de la crise - Résultats du R5des enquêtes Afro
Numéro	45_1
Date de publication	Juillet – Septembre 2013
Auteurs	François Koné et Massa Coulibaly
Nombre de pages	24 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Conflits et gouvernance de la sécurité
Numéro	46
Date de publication	Octobre – Décembre 2013
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	81 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

5.2. Le Great_Savoir

Titre	Emploi et protection sociale au Mali
Numéro	025
Date de publication	Janvier 2013
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Crise au Mali - Attitudes populaires mitigées sur la voie à suivre
Numéro	026
Date de publication	Février 2013
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	La démocratie à l'épreuve de la crise - Résultats du R5des enquêtes Afro
Numéro	027
Date de publication	Mars 2013
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Démocratie et participation - Résultats du R5des enquêtes Afro
Numéro	028
Date de publication	Avril 2013
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Quantification du travail des enfants au Mali - EPAM 2010 -
Numéro	029
Date de publication	Mai 2013
Auteurs	ANPE
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Typologie du dialogue social au Mali - EPAM 2010 -
Numéro	030
Date de publication	Juin 2013
Auteurs	ANPE
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Et si le peuple avait son programme?
Numéro	031
Date de publication	Juillet 2013
Auteurs	PEP
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	L'insécurité dans le vécu l'imaginaire populaires
Numéro	032
Date de publication	Août 2013
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Le citoyen, l'Etat et la corruption
Numéro	033
Date de publication	Septembre 2013
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Mobilité sociale et professionnelle des actifs - EPAM 2010 -
Numéro	034
Date de publication	Octobre 2013
Auteurs	ANPE
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Réinsertion des migrants de retour au Mali - EPAM 2010 -
Numéro	035
Date de publication	Novembre 2013
Auteurs	ANPE
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Résurgence des conflits armés au Mali
Numéro	036
Date de publication	Décembre 2013
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

5.3. Base de connaissances



Les publications de GREAT sont distribuées, en copies dures, à des partenaires techniques et financiers, universitaires et aux services publics et

privés nationaux. En plus, elles sont toutes disponibles, contre une simple inscription, sur le site web de GREAT (www.greatmali.net) dans la rubrique "Base de connaissances". De même, le "Great_Savoir" est accessible uniquement sur abonnement gratuit via le portail du site et en quelques copies dures et on peut aussi accéder aux archives des bulletins (GREAT_Savoir). Les lecteurs de nos publications sont des universitaires et chercheurs, des décideurs politiques, la société civile et des partenaires techniques et financiers.

6. Partenariat



GREAT a bénéficié de l'appui de ses partenaires pour participer à des réunions et ateliers divers aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. On peut citer:

- les réunions du Comité de prévision et de modélisation à Bamako avec le

Ministère de l'économie et des finances

- les ateliers de restitution des notes de prospective de la CAP
- l'atelier CABRI sur la transparence des finances publiques à Pretoria
- la tenue de la réunion préparatoire des enquêtes Afrobaromètre avec les principales parties prenantes.

Les divers partenaires de GREAT peuvent être sériés en (i) institutions de recherche, (ii) administration publique, (iii) société civile et (iv) partenaires techniques et financiers.

6.1. Institutions de recherche

CAP (Cellule d'analyse et de prospective – Primature)	✓ Réunions de validation des rapports de recherche de la CAP
IER (Institut d'économie rurale)	✓ Atelier de restitution du projet de suivi des politiques agricoles et alimentaires en Afrique (SPAAA) au Mali
INSTAT (Institut national de la statistique)	✓ Recherche collaborative sur l'ethnicité au Mali à partir du RGPHH 2009
Afrobaromètre	✓ Réunion de préparation des enquêtes Afrobaromètre avec les "stakeholders" ✓ Réunion d'évaluation du Round 5 et programmation du round 6

6.2. Administration publique

CERCAP	✓ Evaluation d'impact des APE sur le secteur agro-industriel au Mali
BCEAO	✓ Réunion du Comité national du crédit
CPM (Comité de prévision et de modélisation)	✓ Réunions statutaires du CPM
USSGB	✓ Programme de Master en économie quantitative calculable ✓ Révision des projets d'arrêté et de règlement intérieur et leur transmission au Rectorat
ANPE	✓ Atelier de formation sur l'analyse des données EPAM ✓ Atelier de formation sur les indicateurs du travail décent

6.3. Société civile

CAD Mali	✓ Réunions sur la création d'un cadre multi-acteurs sur les services sociaux de base
	✓ Réunions sur la campagne mondiale pour la transparence budgétaire
CABRI	✓ Assemblée générale annuelle de CABRI
Groupe de suivi budgétaire	✓ Réunions sur la dissémination des rapports de recherche
Presse	✓ Articles de journaux sur les résultats de recherche et les ateliers

6.4. Partenaires techniques et financiers

IBP	✓ Enquêtes budget ouvert (OBI)
	✓ Participation aux lancements d'OBI 2014
PSI	✓ Réalisation d'études
World Economic Forum	✓ Enquêtes sur la compétitivité globale des entreprises
Banque mondiale	✓ Réunions et ateliers d'échanges sur le contexte économique

7. Fonctionnement institutionnel

En plus des activités menées au cours de cette année, le fonctionnement de GREAT en tant qu'institution avec ses organes et ses instances est tout aussi important pour l'atteinte des objectifs contenus dans le plan stratégique. Statutairement, l'ONG GREAT dispose d'une Assemblée générale qui définit ses grandes orientations. Le conseil (transformé en Comité d'orientation) se charge de décliner ses orientations en programmes et de contrôler leur mise en œuvre par la Direction exécutive. La direction exécutive composée de 4 départements (Etudes et recherche, Enseignement et formation, Information et communication, Administration et finance) assure la mise en œuvre quotidienne du programme d'activité annuel.

7.1. Programmation et responsabilisation des activités

GREAT a pour vocation la réalisation de toute activité du comité, formation, recherche, publication, assistance et promotion de la science et de la culture. L'accent a été mis cette année sur la recherche dans les domaines de la démocratie et gouvernance, évaluation, population et santé, et du genre. Les résultats de recherche sont publiés via le site Internet de GREAT, "Les GREAT_Cahiers", "La GREAT_Formation", "La GREAT_Data", "Le GREAT_Savoir" et "Les GREAT_Livres". Toutes ces publications sont distribuées à des partenaires aussi bien publics que privés. Le Directeur exécutif de GREAT veille au bon fonctionnement des départements (Administration et finances, Etudes et recherche, Enseignement et formation, Information et communication). Chaque département a à sa tête un responsable qui assure en même temps des tâches de chercheur. La répartition des tâches quotidiennes entre le personnel des différents départements se fait à l'aide d'un tableau de bord qui est mis à jour au fur et à mesure de l'exécution satisfaisante des activités. Pour chaque activité, ce tableau retrace les tâches à accomplir, les personnes responsables, les délais à respecter et d'éventuelles observations. La Direction GREAT et le Comité d'Orientation se sont tous engagés à s'investir pour que GREAT ait accès au financement public.

7.2. Réunions statutaires

Le Conseil d'orientation s'est réuni le 07 septembre 2013 sous la présidence du Directeur exécutif de GREAT, président du Conseil. En raison de la situation particulière que traverse le pays depuis l'éclatement en janvier 2012 de la rébellion au Nord du pays et le coup d'Etat de mars de la même année, cette réunion n'a pas pu se tenir plus tôt. L'ordre du jour portait sur l'examen et la validation du Rapport d'activités de l'année 2012 et du Programme d'activités 2013 et les divers. Durant l'année 2013, la direction exécutive a fonctionné normalement et tous les départements ont pu exécuter les activités programmées relevant de chacun d'eux. Les réunions de personnel ont été tenues sous la présidence du Directeur exécutif qui coordonne les activités des 4 départements. Les réunions partielles ont porté sur la planification des travaux en cours ou soit en instance d'exécution

Selon le besoin, une partie de l'équipe exécutive s'est souvent retirée en ateliers résidentiels pour préparer ou exécuter certaines activités dans le souci de respecter les délais impartis. Au total ce sont 7 ateliers de 5 jours environ chacun qui se sont tenus durant l'année 2013.

8. Suivi budgétaire

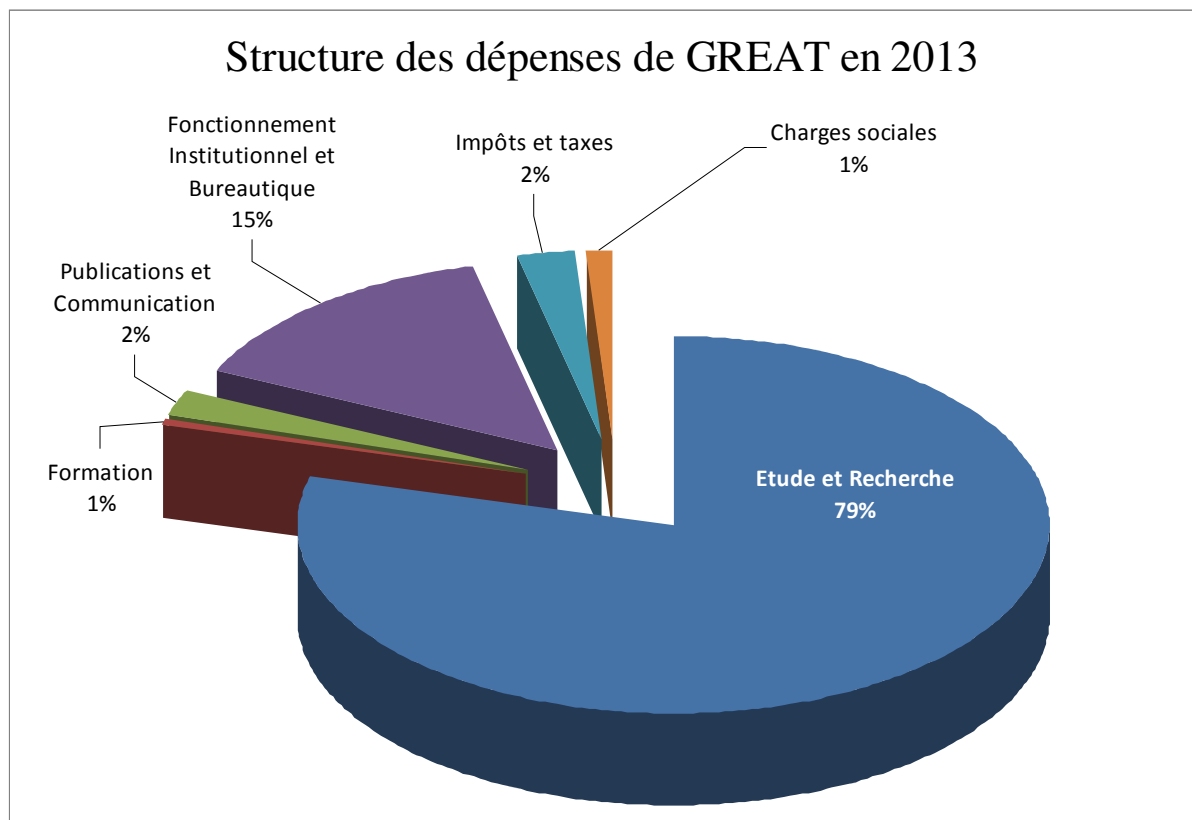
8.1. Système de gestion

Dans l'optique d'un meilleur suivi budgétaire, GREAT s'est toujours servi de l'outil informatique de gestion budgétaire, SARI. Il permet de:

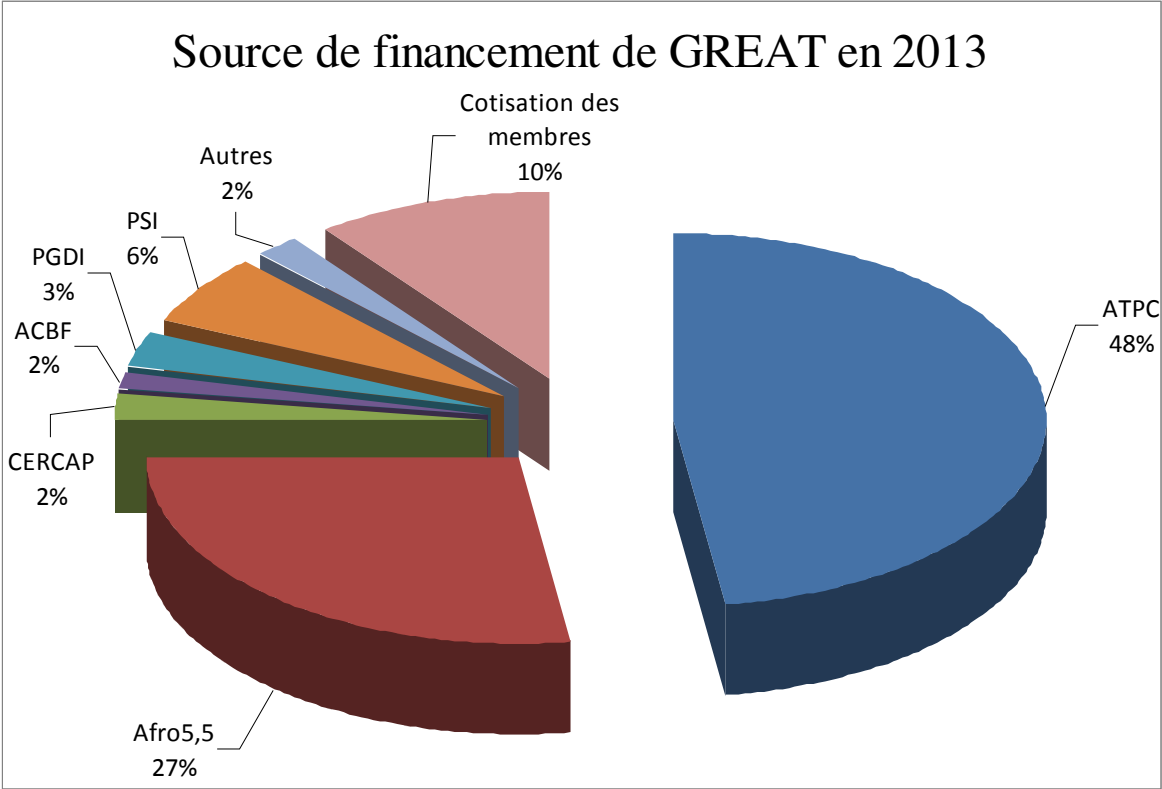
- enregistrer régulièrement tous les éléments d'exécution du budget (encaissements et dépenses)
- lire directement le solde disponible sur chaque ligne du budget
- faire des prévisions et projections
- évaluer les besoins de trésorerie
- établir un rapport financier à tout moment.

Le suivi budgétaire est une application qui permet de mémoriser les éléments de chaque poste budgétaire. Toutes les opérations de dépenses et de versement peuvent être régulièrement enregistrées et le solde établi à tout moment pour chaque ligne budgétaire et selon les sources de financement.

8.2. Structure des dépenses



8.3. Sources de financement



9. Programme d'activités 2014

Le programme d'activités de 2014 est élaboré dans un contexte de consolidation des acquis de nos expériences. Il s'insère également dans le prolongement des domaines identifiés au cours de 2013.

☞ Programme prévisionnel d'activités

1. Etudes et recherches	
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Analyse budgétaire ✓ Rapport sur le budget ouvert ✓ Rapports Afrobaromètre Round 5.5
Evaluation d'impacts	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Evaluation de la transparence et de la participation dans le processus budgétaire de la Tunisie ✓ Impacts de l'industrie aurifère ✓ Cadrage macroéconomique et financier ✓ Evaluation d'impact de projets/programmes
Pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Chômage des jeunes (EMOP 2013) ✓ Problématique de l'emploi des jeunes au Mali (RGPH 2009) ✓ Situation des enfants au Mali
MCS	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Elaboration d'une nouvelle MCS avec données MICS/ELIM
2. Enquêtes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Enquête Afrobaromètre round 6 ✓ Enquête sur la compétitivité des entreprises ✓ Enquête sur la gestion des finances publiques ✓ Enquête démographique ✓ Enquête santé
3. Formation et renforcement de capacités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Formation en anglais ✓ Renforcement de capacités des OSC ✓ Capacitation en analyse et transparence budgétaire ✓ Formation des OSC en analyse budgétaire ✓ Ms Project ✓ Logiciel d'échantillonnage ✓ Inscription et poursuite en thèses de doctorat ✓ SPSS, initiation et avancé ✓ Formation des journalistes en publication de résultats d'enquêtes ✓ Ecoles Afrobaromètre en science politique et en communication ✓ Formation en techniques de prévision macroéconomique ✓ Formation en économétrie des assistants de l'Université de Bamako
4. Communication	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Actualisation de la "Base de connaissances" de GREAT ✓ Plaidoyer pour la transparence budgétaire ✓ Dissémination des résultats Afrobaromètre 5.5 ✓ 5^{ème} Conférence des ministres de l'emploi et de la formation professionnelle de l'espace UEMOA
5. Publications	<ul style="list-style-type: none"> ✓ 4 numéros de "Les Great_Cahiers" ✓ 2 numéros de "La Great_Formation" ✓ 12 numéros de "Le Great_Savoir"
6. Partenariat	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Acte juridique du Master 2 en économie quantitative calculable ✓ UNICEF ✓ AERC - UNECA ✓ CSLP ✓ CAD Mali ✓ CPM ✓ CABRI-IBP ✓ UEMOA
7. Fonctionnement institutionnel	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Adaptation du système comptable ✓ Réunions régulières des instances

👉 Tableau de bord 2014

	Thèmes	Délai	Responsable	Boubacar	Badiegué	Djénéba	Fatim	François	Massa	Moussa	Observations
Etudes et recherche	Rapports Afro 5.5 et 5										
	Corruption	Septembre	FK								
	Insécurité	Septembre	BB								
	Problèmes de développement	Septembre	MC								
	Acteurs du conflit	Ok	MC								
	Questions ethniques	Août	MC								
	Religions	Août	MC								
	Auteurs du conflit	Juillet-Août	DD								
	Profil et Perceptions des IDP	Septembre	FS								
	SOR de R5.5	5 Juillet	BB								
	SOR Fafo	5 Juillet	FS								
	4 ^{ème} dissémination de R5.5		FS								
	Situation des enfants (Unicef)	Ok	FK								
	Analyse budgétaire (Unicef)	Ok	BB								
	MCS avec IFPRI avec Rapport technique	Ok	BC								
	Chômage des jeunes avec EMOP 2013	Août	FK								
	Problématique de l'emploi des jeunes RGPH 2009	Août	MC								
	Enquête de base ISSER		FK								
	Cadrage macroéconomique et financier (UE)	Ok	MC								
Impact de l'installation aurifère (Banque Mondiale)		MC									
Evaluation d'impact (3iE)		MC									
Enquêtes	Enquêtes Afrobaromètre R6										
	Echantillonnage et carte	Septembre	BD								
	Préparation du questionnaire	Août	MC								
	Réunion des stakeholders	Fin Septembre	BD								
	Traduction en langues nationales	Octobre	BD								
	Elaboration de template	Octobre-novembre	FS								
Enquêtes	Formation des enquêteurs	Novembre	BC								
	Formation des OSC en analyse budgétaire avec PAOSC 2 OBI 2014	Décembre	BB								
	OSCLR (SPSS)	Août-Septembre	MC								
	FAEQ - 3 thèmes de rapport (organisation)	19 Juillet	MC								
	Theses	Ok	MC								
	WEF	Ok	BC								
	SPSS (GREAT)	Ok	FK								
FNUAP (saisie et analyse)		FK									
Formation et capacitation	Master Project	Décembre (5 jours PAG et/ou Afro)	BB								
	Renforcement de capacités des OSC -Dkr	Ok	BB								
	Echantillonnage Informatique	Fin Octobre (3 jours R6)	MC								
	Technique de prise de décision économique Dkr	Septembre	MC								
	Formation en économétrie		MC								
Capacitation en analyse et transparence budgétaire (Dkr, Afro)	Décembre	FR									
Afro Communication	Octobre	FS									

Communication	Gestion "Base de connaissances"	Juillet	DD								
	Great_Cahiers et Great_Savoir	Fin juillet	FS								
Publications			FS								
Partenariat			MC								
Congés annuels		21 juillet-28 septembre	MC								
Suivi d'exécution des activités			DD								
Elaboration d'un partenariat avec CTRCA			MC								
Rapport d'activités 2013		23-26 Juillet	FS								
JDS 2015		23-26 Juillet	FS								
Plan stratégique et annexes		Septembre-Octobre	DD								

Conclusions

Le dynamisme dans les partenariats amorcé par GREAT au cours de l'année 2012 s'est poursuivi pendant l'année 2013, année qui a vu la multiplication de partenaires avec aussi bien les centres de recherche du Nord que ceux du Sud. Ainsi, GREAT a mené des études sur la crise et la démocratie, la gestion des finances publiques, les problèmes de santé et de population et sur des aspects "genre". De même, le domaine de la formation et du renforcement de capacités a vu GREAT participer en tant que formateur à un grand nombre d'ateliers. Ce qui démontre de l'expertise de GREAT en matière de transmission de savoir aussi bien au niveau national qu'international.

Ce tableau flatteur ne doit pas faire oublier le nombre assez important de propositions de recherche ou d'études non financées par les partenaires. Il importe donc pour GREAT de faire un effort en matière de proposition pour suffisamment diversifier ses sources de financements et continuer à développer son expertise d'analyse économique et sociale. En matière de communication, le medium privilégié demeure le web et le mailing où GREAT publie trimestriellement et mensuellement les résultats de ses recherches. L'année 2014 devrait donc être l'occasion de créer plus d'interaction et de synergie avec des acteurs d'autres secteurs e.g. créer un pont entre la recherche et les acteurs de la société civile par l'organisation régulière d'ateliers de dissémination de tous les rapports produits au cours de l'année. Un autre champ d'exploration et non des moindres sera à l'avenir la connexion entre le Groupe et les décideurs politiques pour une meilleure utilisation des résultats de recherche dans la prise de décision politique.

Comme en 2012, GREAT a programmé pour 2014 diverses activités dans le domaine des "études et recherche", des enquêtes au profit des partenaires, des activités de renforcement de capacités, de communication et de publication et de recherche de nouveaux partenaires. Un accent particulier sera mis sur l'impact de la double crise qu'a connue le Mali en 2012. De même, GREAT s'intéressera davantage aux questions liées à la gestion des finances publiques et au cadrage macroéconomique pendant cette nouvelle année.